Je ne porte pas d'accusation contre le ministre actuel de la marine, car cette affaire est passée l'an dernière. Tout cela indique un état de choses qui, je le répète, demande une enquête, un changement dans l'administration de ce ministère. Je suis convaincu que le gouvernement favorisera toujours ses partisans, nous nous y attendons et nous l'avons vu faire souvent. Les consommateurs sont d'opinion que non-seulement les revenus du pays, mais le pays lui-même leur appartient, et lorsqu'ils mettent la main sur quelque argent, ils prennent bien soin de ne les distribuer que parmi leurs amis. Mais j'espère qu'ils ne sont pas tout à fait au-dessus de l'opinion publique, qu'ils ne sont pas trop vieux pour s'amender et améliorer l'administration du service des pêcheries, sous ce rapport. Il n'y a pas une branche du service public qui ait besoin de plus d'amélioration et de changement que celle à laquelle est dévolue la distribution de ces primes aux pêcheurs.

M. PERRY : Je suis heureux que l'honorable député de King (M. McIntyre) ait proposé cette motion, car nous avons eu de nombreuses plaintes dans le comté de Prince, que j'ai l'honneur de représenter. Il me semble que lorsque les pêcheurs qui réclament des primes déclarent qu'ils y ont droit, lorsqu'ils vont devant un magistrat et font sous serment la déclaration qu'ils ont pêché pendant le temps prescrit et pris la quantité du poisson voulue, nul fonctionnaire du gouvernement ne devrait pouvoir décider que ces hommes se sont parjurés. J'espère que l'honorable ministre qui est chargé de la tâche importante d'administrer ce ministère verra à ce que, l'été prochain, les pêcheurs ne soient pas soumis à ces mêmes désagréments. J'admets avec l'honorable député de Halifax (M. Jones) que tout le mode suivi prète à des abus, mais je trouve aussi qu'il est bien dur pour les pêcheurs après être allés chez un magistrat jurer qu'ils ont pêché pendant tant de temps et pris tant de livres de différentes sortes de poissons, de s'entendre dire par un employé des pêcheries, qui demeure peut-être à 5 ou 6 milles de chez eux, qu'ils ont fait une fausse déclaration. Je considère que c'est là une injustice criante et j'espère qu'on y remédiera. J'ai eu à m'occuper de trois cas de ce genre à Tignish, et c'est la troisième session que j'essaie d'obtenir justice. Pour obtenir une enquête du ministère, il faut passer par une telle série de formalités que, lorsque la faible somme réclamée est obtenue après trois ou quatre ans, elle ne vaut même plus la peine d'être réclamée. Il devrait y avoir un autre moyen de régler ces affaires. Le ministère possède maintenant deux commissaires dans l'Île du Prince-Édouard, un commissaire en chef et un commissaire-adjoint. Ce devrait être à eux de décider si les pêcheurs qui demandent des primes y ont droit ou non. J'espère que nous n'entendrons plus parler de ces injustices commises envers les pêcheurs.

M. ROBERTSON : Je désire attirer l'attention du ministre sur les cas de D. McNeill, M. Munn, F. McLeod, tous de Little Sands, Île du Prince-Édouard. Dans chacun de ces cas, la preuve a été faite devant le commissaire des pêcheries que les réclamants avaient pris la quantité de poisson requise, mais aucun d'eux n'a reçu sa prime pour 1886. J'ai écrit maintes et maintes fois aux commissaires des pêcheries, mais je n'ai jamais reçu de réponse.

M. TUPPER : Combien y a-t-il de temps de cela ?

M. ROBERTSON : En 1886. Les pêcheurs sont obligés de déclarer sous serment qu'ils ont droit à la prime, et bien que cela ait été fait, le commissaire des pêcheries n'a pas daigné accorder la moindre attention à leurs réclamations. On m'informe que le garde-pêche fut tellement affecté de cette affaire qu'il donna sa démission, parce que le commissaire n'avait pas seulement répondu à sa lettre dans laquelle il exposait que ces hommes avaient pêché pendant le temps prescrit, et pris la quantité de poisson voulue.

La motion est adoptée.

M. JONES (Halifax).

PRODUCTION DE DOCUMENTS.

Copie de toutes pétitions adressées au gouvernement par les habitants de la partie riveraine des cantons de Young et d'Escott, dans le comté de Leeds, Ontario, demandant le désaveu d'un acte passé par la législature d'Ontario, intitulé : "Acte pourvoyant à l'union de la partie riveraine des cantons de Young et d'Escott," et sanctionné le 23 mars 1888.—(M. Taylor.)

Relevé des dépenses faites au projet de la ferme expérimentale du 1er juillet 1888, au 1er janvier 1889. Aussi, relevé du coût total de la dite ferme jusqu'au 1er janvier, 1889.—(M. McMillan, Huron.)

Etat indiquant le montant reçu par la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien sur la vente des obligations hypothécaires de \$15,000,000 que l'Acte 51 Vic., chap., 32 autorisait la compagnie à émettre; les paiements faits par la dite compagnie à même le produit de cette vente, et à qui, et pour quel objet.—(M. Ste-Marie.)

BIENS DES JESUITES.

M. BARRON : J'étais absent de la chambre quand on a appelé la motion demandant copie d'un rapport et d'autres documents, au sujet du bill relatif aux biens des Jésuites. Il est absolument nécessaire que ces documents soient produits, pour nous mettre en mesure de discuter avec connaissance de cause, la motion de l'honorable député de Muskoka (M. O'Brien). Je demande donc que ces documents soient produits le plus tôt possible.

Sir HECTOR LANGEVIN : Est-on rendu plus loin que la motion ?

M. BARRON : Je demande la permission de la proposer maintenant, s'il n'y a pas d'objection.

Sir HECTOR LANGEVIN : Je crois que vous feriez mieux de la laisser sur l'ordre du jour.

Sir HECTOR LANGEVIN : Je propose l'ajournement de la chambre.

M. MITCHELL : Est-ce une nouvelle tentative d'enlever aux députés l'occasion de discuter les questions d'un caractère privé ?

La motion est adoptée et la chambre s'ajourne à 6 h. p.m.

CHAMBRE DES COMMUNES.

MARDI, 5 mars 1889.

La séance est ouverte à trois heures.

PRIÈRE.

AJOURNEMENT DU MERCREDI DES CENDRES

Sir HECTOR LANGEVIN : Je propose que lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle s'ajourne jusqu'à 3 heures, jeudi prochain.

La motion est adoptée.

SUBSIDES—LE BUDGET.

M. FOSTER : En me levant pour faire dans cette chambre mon premier exposé budgétaire, il est tout naturel que j'éprouve une certaine émotion et même un sentiment de timidité. Quand je songe à la série de Canadiens distingués qui, depuis la confédération, ont été chargés du contrôle des finances de ce pays, tous hommes d'une habileté reconnue et d'une expérience beaucoup plus grande que la mienne; quand je songe, d'un autre côté, à la responsabilité des fonctions qui me sont dévolues et au fait que tout ce que nous faisons aujourd'hui, laissera son empreinte dans l'avenir, je ne serais ni sérieux ni prudent, si je ne faisais appel à la bienveillance de la chambre et si je ne demandais la généreuse indulgence de ceux qui sont plus vieux et plus expérimentés que moi et la sympathie également généreuse de

ceux qui, sous le rapport de l'âge, sont davantage mes contemporains et mes collègues dans les délibérations de cette chambre.

La politique prudente et vigoureuse des années précédentes, la bonté de la Providence qui, l'année dernière, n'a pas oublié ce pays, l'un des plus favorisés par elle, une confiance de plus en plus grande dans les opérations commerciales, ont contribué à remplir le trésor et à donner au pays une paix et une prospérité générale qui rendent plus facile la tâche, si formidable à d'autres égards, qui m'est échue.

Le Canada, dans cette année, qui est celle où il atteint sa majorité, s'il jette un regard sur son passé, a tout lieu, je crois, d'en être fier, et s'il se tourne vers l'avenir, bien que celui-ci puisse lui réserver des difficultés à vaincre, je crois que fort de la position avantageuse qu'il occupe aujourd'hui, il peut y entrer avec la pleine assurance d'y trouver la paix, l'abondance, la prospérité et une grandeur croissante. Fort de sa position avantageuse, le pays ne demande pas qu'on lui dissimule les faits réels de son passé, il ne demande pas qu'on le flatte, et tout en ne voulant pas qu'on lui cache les difficultés inhérentes au progrès dans tous les climats et à toutes les époques, je le crois disposé à s'en rapporter à la vérité des faits, et quoique puisse valoir mon exposé, je crois qu'il aura du moins le mérite de la sincérité, de la franchise et de la netteté.

Après ces quelques remarques préliminaires, je réclamerai l'indulgence de la chambre, pendant que je procéderai à l'exposition ordinaire et souvent fastidieuse des opérations de l'exercice précédent, courant et à venir. Pour l'exercice 1887-88, mon prédécesseur, dans son exposé, avait évalué les recettes de la douane à \$22,000,000; celles de l'accise, à \$6,450,000; celles de sources diverses, à \$7,550,000, formant un total de \$36,000,000. Les recettes réelles ont été: — douanes, \$22,105,926; accise, \$6,071,486; sources diverses, \$7,731,050, soit un total de \$35,908,463, ou \$91,536 de moins que l'évaluation. Cette différence entre les recettes réelles et les estimations provient d'une diminution de \$378,513 dans les recettes de l'accise, pendant que nous constatons une augmentation de \$105,926 dans les recettes des douanes et de \$181,050 dans les recettes de sources diverses. Voici les principaux articles sur lesquels a porté l'augmentation, par comparaison avec l'exercice 1886-87 :

Cuivre et articles manufacturés en.....	\$ 7,152 19
Grains de toute sorte.....	28,884 81
Drogues, teintures, produits chimiques et remèdes	37,503 25
Poterie et porcelaine.....	7,906 87
Fruits et noix, secs.....	24,184 46
Fer et articles manufacturés en et acier et articles manuf. en.....	468,758 27
Huiles de pétrole et kérosène, et produits des.....	7,942 10
Huiles, toutes autres.....	19,002 30
Papier et articles manufacturés en	60,618 38
Marinades, sauces et câpres, de toute sorte	20,863 24
Denrées (beurre, fromage, saindoux et viandes)	57,184 14
Spiritueux et vins.....	237,384 35
Sucre de toute sorte.....	265,805 55
Mélasses.....	31,225 48
Bonbons et confiserie de sucre.....	4,560 23
Bois et articles manufacturés en.....	24,617 48

D'un autre côté, il y a eu diminution de recettes dans les articles suivants :

Livres, revues, etc., et toute autre matière imprimée.....	\$ 4,864 89
Arrowroot, biscuit, riz, macaroni, son, etc.....	48,838 58
Farine de blé et autres, de toute sorte.....	54,130 76
Voitures.....	40,415 67
Charbon et coke (imposables).....	420,546 89
Faux-cols, manchettes et plastrons de chemise.....	19,766 39
Coton, articles manufacturés en.....	197,860 32
Articles de fantaisie.....	73,277 78
Lin, chanvre, jute et articles fabriqués en.....	33,847 49
Fruits verts.....	37,910 92
Verre et articles manufacturés en.....	9,503 63
Or, argenterie et articles manufacturés en.....	16,220 38
Guttapércha, caoutchouc et articles manufacturés en.....	8,418 18
Bijoux.....	13,152 22
Cuir et articles manufacturés en.....	25,574 84
Toile cirée.....	9,947 10

Soie et articles manufacturés en.....	32,612 20
Etain.....	12,675 82
Tabac.....	71,717 79
Laine.....	374,914 07
Autres articles imposables.....	49,817 06

Dans l'accise, comme je l'ai dit, il y a eu une diminution de \$378,513 dans les droits perçus. Le relevé des opérations indique que, dans l'exercice 1886-87, les droits d'accise ont été payés sur 2,882,265 gallons de spiritueux et sur 2,405,716 gallons dans l'exercice 1887-88, une différence au moins de 476,549 gallons, ce qui a produit une diminution très considérable, comme la chambre le verra, dans les recettes provenant des spiritueux. Les liqueurs de malt, cependant, ont donné une augmentation sensible de recettes, la quantité en 1887-88 ayant été de 48,640,467 lbs., contre 42,630,440 lbs. en 1886-87, soit une augmentation de \$6,010,027 lbs. et une augmentation de recettes de \$60,102.19. Dans les cigares, l'augmentation a été de 4,811,735 dans le nombre et de \$23,373.68 dans les recettes. Dans le tabac de toute sorte, y compris le tabac à priser, il y a eu augmentation de 431,439 lbs. et une augmentation de recettes de \$72,368.30.

La dépense, telle qu'évaluée par mon prédécesseur, était de \$37,000,000. La dépense réelle a été de \$36,718,494, une différence en mieux de \$281,506, en ce qui concerne les comptes.

Sir Charles Tupper avait prévu un déficit de \$1,000,000 pour l'exercice 1887. Sa prévision, heureusement, était exagérée et le déficit ne s'élève qu'à \$810,031. La chambre et le pays se rappelleront cependant que bien que nous mentionnions un déficit de \$810,031 dans l'exercice 1887-88, il nous faut aussi tenir compte du fait que nous avons placé au compte de la dette publique \$1,930,077, comme fonds d'amortissement et placement pour intérêt sur ce fonds, de sorte qu'il y a eu pendant l'exercice, \$1,939,077 appliquées au fonds d'amortissement et un déficit de \$810,031. C'est-à-dire, que si nous n'avions pas appliqué cette somme au fonds d'amortissement, nous n'aurions pas eu un déficit au compte du fonds consolidé, mais un surplus de \$1,129,046.

Les chapitres de la dépense imputable sur le capital, pendant l'exercice 1887-88, sont les suivants :

Chemins de fer et Canaux.....	\$2,798,704
Travaux publics.....	963,778
Terres fédérales.....	135,048
Insurrection du Nord-Ouest.....	538,930
Total.....	\$4,437,460

A cela il faut ajouter la dépense autorisée par les statuts pour subsides aux chemins de fer, \$1,207,141, et pour le rachat de la dette, \$3,185,638, ce qui fait une dépense totale de \$8,650,159 imputable sur le capital. Mais comme le rachat de la dette opère des deux côtés, il n'affecte pas la dette nette, et l'état de la dette nette est comme suit :

Au 1er juillet 1887, elle était de.....	\$227,313,911
Au 1er juillet 1888, elle était de.....	234,531,553
Augmentation pendant l'exercice.....	\$7,217,642

Cela s'explique par les différents chapitres de la différence imputable sur le capital que je viens de mentionner, et la chambre est maintenant en possession des faits en ce qui concerne les chapitres de cette dépense. Pour l'exercice 1888-89 les estimations faites par mon prédécesseur étaient comme suit. Il prévoyait que :

Les douanes donneraient.....	\$22,500,000
L'accise donnerait.....	6,650,000
Sources diverses.....	7,750,000
Total.....	\$36,900,000

Au 28 février 1889, les recettes pour les huit mois de l'exercice étaient comme suit :

Douanes.....	\$15,203,700
Accise.....	4,619,841
Sources diverses.....	4,693,225

Total pour huit mois..... \$24,616,766

Si nous évaluons les recettes des quatre mois restant de l'exercice courant, au chiffre de celles des quatre mois correspondants de l'exercice 1887-88, les recettes ci-dessus des huit mois écoulés de cet exercice seront augmentées comme suit :

Douanes.....	\$ 8,230,271
Accise.....	2,448,302
Sources diverses.....	3,305,955
Total.....	\$13,984,528

De sorte que les estimations seront comme suit :

Douanes.....	\$ 23,533,971
Accise.....	7,068,143
Sources diverses.....	7,999,180
Total.....	\$ 38,601,294

Pour rester en deça, je porterai à \$38,500,000 l'estimation modifiée par les données ci-dessus, contre la somme de \$36,900,000, chiffre de l'estimation faite l'année dernière.

Maintenant, on ce qui concerne la dépense : dans tout l'exercice 1887-88 la dépense a été de \$36,718,494. Du 1er juillet au 28 février de cette année, la dépense a été de \$21,972,826.

Si, à cette dépense des huit mois écoulés, nous ajoutons une dépense égale à celle des quatre derniers mois du précédent exercice, ce qui, je crois, est tout-à-fait suffisant, il nous faut ajouter \$14,397,665, faisant un total de \$36,370,591 d'après cette base de dépenses. Il y aura des estimations supplémentaires pour avoir les mandats du gouverneur général et certaines autres dépenses de cet exercice, et je crois qu'on ne court aucun risque de se tromper en disant que nous sommes au-dessous de la marque en portant la dépense pour l'exercice courant à \$36,600,000, en regard d'un revenu probable de \$38,500,000, ce qui laisse, sans la probabilité d'un doute selon moi, un surplus de \$1,900,000.

C'est là, M. l'Orateur, je crois, un état très satisfaisant à présenter à la chambre et au pays. C'est un état de choses qui ne provient d'aucune augmentation de taux de la taxation, mais qui est le résultat du même tarif qui nous a donné la recette de l'an dernier. Cela indique que nous sommes en état de consommer davantage et par conséquent que le pays est plus prospère.

La dépense imputable sur le capital pour l'exercice 1888-1889, est évalué comme suit :

DÉPENSE IMPUTABLE SUR LE CAPITAL, 1888-1889.

	Payé au 31 janvier, 1889.	Estimé du 1er février au 30 juin.	Total.
Chemins de fer et canaux.....	\$ 2,414,557 00	\$ 358,310 00	\$ 2,772,867 00
Travaux publics.....	219,283 77	168,416 23	387,700 00
Terres féodales.....	61,342 41	58,657 59	120,000 00
Insurrection au N.-O.....	1,205 11		1,205 11
Subsidés aux chemins de fer.....	644,443 00	548,985 00	1,193,428 00
Rachat de la dette.....	2,122,013 21	972,382 91	3,094,396 12
Dépense totale imputable sur le capital, 1888-89.....			\$7,537,568 23

L'estimation pour les quatre derniers mois de l'exercice courant, est basée sur les meilleurs renseignements que j'ai pu obtenir des divers ministères. La dépense totale imputable sur le capital, comme je l'ai déjà dit, sera de \$7,537,537.

M. FOSTER.

586.23, mais, comme \$3,094,386 sont pour le rachat de la dette, elles n'affecteront pas l'estimation de la dette nette. La dette nette.—

Au 30 juin 1888, était de..... \$234,531,358 00

Au 28 février, 1889, de..... \$338,095,114 34

Au 1er juillet, 1889 (évaluée) à..... \$236,650,000 00

Nous arrivons maintenant à l'exercice 1889-90, au sujet duquel, naturellement, nous n'avons pas de données aussi certaines. En tenant compte de l'état de choses qui a prévalu pendant l'exercice courant et des espérances favorables que l'avenir semble offrir au commerce et à l'industrie, non-seulement ici, mais dans tous les grands pays commerciaux du monde, j'ai préparé, pour l'exercice 1889-90, une estimation basée sur la continuation de la prospérité présente et des résultats du commerce pendant le présent exercice; la seule augmentation de recettes que je me suis permise, est celle provenant d'un accroissement de population que nous pouvons porter, pour le prochain exercice, à 1½ pour 100. Mon estimation pour l'exercice 1889-90, est comme suit :

Revenu—Douanes.....	\$23,900,000
Accise.....	7,125,000
Sources diverses.....	8,150,000
Total.....	\$39,175,000

Ce calcul est basé sur le taux actuel du tarif et sur la supposition que la situation présente du pays se maintiendra. Les estimations budgétaires qui ont été soumises à la chambre s'élevaient à \$35,400,000. Je ne puis indiquer avec certitude le chiffre des estimations supplémentaires qu'il reste à soumettre. Si nous réussissions à mettre un frein aux dispositions naturellement si généreuses de mon collègue, l'honorable ministre des travaux publics, et si nous pouvons compter sur le désir général d'économie manifesté si explicitement par les députés des deux côtés de la chambre, il m'est permis d'espérer que les estimations supplémentaires ne s'élèveront pas à un chiffre très élevé. Cependant, pour rester en deça dans l'estimation, supposons que le chiffre des estimations soumises soit porté à \$36,500,000, nous aurons alors pour l'exercice 1889-90 un surplus de \$2,675,000. Cela, je crois, sera satisfaisant pour la chambre en ce que cette estimation n'est pas basée sur une élévation des taux du tarif, mais simplement sur les taux actuels du tarif et l'état général des affaires du pays.

Il peut être à propos d'attirer l'attention de la chambre sur les articles des estimations soumises, en les comparant aux estimations des années précédentes, parce que je crois qu'elles indiquent une série raisonnablement satisfaisante de diminutions. Les articles sur lesquels il y a augmentation ne sont pas très nombreux, et l'augmentation est facile à expliquer. Pour la dette publique, y compris le fonds d'amortissement, il y a une augmentation de \$48,061, parce que, naturellement, la dette étant plus considérable, à raison de l'emprunt et les placements des fonds d'amortissement augmentant d'année en année, il faut nécessairement qu'il y ait augmentation sous ce chef.

Pour le gouvernement civil, il y a une augmentation de \$5,107; mais la chambre se rappellera que nous avons transféré cette année une somme de \$13,033 du crédit en faveur de l'immigration, où elle se trouvait auparavant, au gouvernement civil; de sorte qu'en tenant compte de ce transfert et des augmentations prévues par la loi auxquelles il a fallu faire face, on a effectué une économie réelle d'à peu près \$8,000. Le chiffre total des augmentations prévues par la loi pour 1888-89 est de \$20,732 qui, ajoutées à la somme transférée du crédit en faveur de l'immigration, forme un total de \$33,765; qu'on déduise de ce chiffre l'augmentation nette de \$5,107, et le résultat indique que nous avons économisé, en dehors des augmentations prévues par la loi,

\$28,678 sur d'autres articles du gouvernement civil. Ce n'est pas un chiffre considérable, mais il indique une économie et j'espère que c'est un pas dans la bonne voie.

Il y a ensuite une augmentation de \$12,060 dans l'administration de la justice. Comme c'est mon honorable ami et collègue, le ministre de la justice, qui se porte garant de cette augmentation, je n'ai aucun doute qu'elle sera parfaitement satisfaisante et tout à fait du goût des députés des deux côtés de la chambre, qui appartiennent au palais et qui, je le remarque, ne s'opposent jamais à l'augmentation du traitement des juges. Cette augmentation, cependant, n'est pas causée par l'augmentation du traitement de juges, mais est due à la nomination de nouveaux juges et à la dépense qu'a entraînée l'établissement de la nouvelle cour de l'échiquier. Il y a une autre augmentation de \$1,400 pour la police fédérale, nécessitée par l'emploi de gardiens supplémentaires pour les nouveaux édifices parlementaires, qui seront bientôt occupés.

Les autres augmentations ne sont pas considérables, jusqu'à ce qu'on arrive au ministère des affaires des sauvages, dans lequel il y a une augmentation de \$32,138, nécessitée par l'établissement d'écoles industrielles, une politique qu'on a essayée avec le meilleur résultat possible aux Etats-Unis, et qui est basé sur un sentiment qui, j'en suis sûr, se recommandera de lui-même aux deux partis, dans cette chambre. L'autre augmentation assez forte est celle de \$23,625 dans les chemins de fer et canaux. Elle est en grande partie causée par le chemin de fer Intercolonial et nécessitée par l'achat d'un nouveau matériel roulant pour répondre à l'augmentation du trafic, et qui sera compensée en partie, sinon tout à fait, par une augmentation de recettes.

Quand on en vient à la série des diminutions, elle est passablement longue et satisfaisante. Il y en a une de \$4,322 dans l'administration des pénitenciers, de \$9,325 dans la législation, de \$14,000 dans les arts, agriculture et statistique, de \$21,254 pour le service de l'immigration. On a supprimé entièrement les passages payés en partie par l'état et on a payé tous les arrérages dus sur ces passages. Il y a une diminution de \$24,200 dans le service de la quarantaine, de \$15,965 dans les pensions et retraites, de \$29,700 dans la milice, de \$72,643 dans les chemins de fer et canaux (revenu) et de \$1,007,894 dans les travaux publics, bien que je suppose que, lorsque les estimations supplémentaires seront soumises, ce dernier chiffre sera quelque peu réduit. Dans le service des phares et le service côtier, il y a une diminution de \$53,500; cela ne veut pas dire, cependant, que le service sera moins efficace, mais cette diminution est due au fait que, depuis un certain nombre d'années, on a voté pour ce service un crédit plus considérable que celui qui a été déposé, et l'expérience a démontré qu'il est possible, en tenant raisonnablement compte des événements qui pourront surgir, quoique nous ne puissions pas le prévoir, de diminuer d'autant le crédit affecté à ce service, sans nuire à son efficacité. Dans les subsides aux provinces, il y a une diminution de \$88,454, provenant des modifications apportées par l'arrangement presque terminé aujourd'hui, qui a eu lieu entre le gouvernement fédéral et les anciennes provinces du Canada, au sujet du règlement de leurs comptes. Il y a une diminution de \$26,783 dans le crédit affecté à la police à cheval, et une autre de \$162,621 dans les divers autres crédits. En tout, la diminution, comparée aux estimations du dernier exercice, s'élève à \$1,328,977, chiffre qui sera probablement quelque peu diminué, comme je l'ai dit, par les estimations supplémentaires qu'il reste encore à soumettre.

Après avoir donné du mieux que j'ai pu, et le plus brièvement possible, l'explication de la dépense des trois années qui nous occupent, je désire dire quelques mots sur l'état actuel de notre dette. En 1867, la dette nette du Canada était de \$75,728,611; en 1874, après l'union définitive des provinces qui forment aujourd'hui la Confédération, elle était de \$109,324,964. Actuellement, elle est de \$234,531,358.

Le fardeau d'une dette se détermine par la somme requise pour en payer l'intérêt. En appliquant cette règle, nous voyons qu'en 1868 il fallait un paiement *per capita* de \$1.29 pour le service de l'intérêt; en 1874, un paiement *per capita* de \$1.34, et en 1888, un paiement *per capita* de \$1.79. L'augmentation de 1888 sur 1868 est donc de 50 cents par tête et de 45 cents sur 1874. Il est aussi très important de noter la diminution du taux de l'intérêt. En 1868, le taux moyen de l'intérêt net était de \$4.51; en 1874, de \$3.62, et en 1888, la moyenne de l'intérêt net était tombé à \$3.12. Dans l'examen impartial de la dette, il ne faut pas oublier que nous avons pris à notre compte, comme dettes des provinces non encourues pour des fins fédérales, une somme de \$10,430,148.69 qui, tout en augmentant d'autant la dette fédérale, a dégrevé d'une égale somme les provinces et placé l'administration de cette dette considérable à la charge du gouvernement fédéral, qui peut l'administrer à un taux d'intérêt moins élevé et avec plus d'économie pour le pays en général que si le service en était laissé aux provinces. En déduisant cette somme de \$109,430,148.69 de la dette nette de 1888, qui est de \$234,531,358, nous restons avec une dette fédérale de \$125,101,209.31, qui est plus que compensée par le fait que pendant cette même période la dépense totale imputable sur le capital a été de \$179,709,974.

Ainsi, notre dépense imputable sur le capital, qui a été presque toute entière consacrée à des travaux publics nécessaires au pays, excède de \$54,608,764.69 l'augmentation de la dette due à des fins fédérales. Je puis dire que pour le service de l'intérêt, la dette par tête était en 1888 de 50 cents de plus qu'en 1868; 45 cents de plus qu'en 1874; de 20 cents de plus qu'en 1879 et de 15 cents seulement de plus qu'en 1860. En 1880, mon honorable prédécesseur et ami (sir Charles Tupper), que je suis heureux de voir dans cette chambre aujourd'hui, travaillait à résoudre le problème de l'établissement de communications par voie ferrée entre l'océan Atlantique et l'océan Pacifique—un problème qui avait fait l'objet des études des hommes les plus capables du pays depuis la Confédération, un problème qui était si intimement lié à la prospérité future et à l'agrandissement du Canada, qu'il devint bientôt la question par excellence de notre politique; problème dont la solution devait faire honneur à ceux qui l'avaient entrepris et leur assurer la reconnaissance du pays.

En 1880, nous n'avions pas encore passé le contrat avec la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique et nous n'avions pas commencé à encourir la dépense considérable qu'il nous a fallu encourir en accordant des subsides pour parachever la partie restante du chemin de fer transcontinental du Pacifique, qui n'avait pas été entreprise par le gouvernement.

En prenant l'intérêt net par tête en 1880 et en le comparant à celui de 1888, alors que le chemin de fer du Pacifique était fini et que la dépense énorme que nous avons encourue pour le parachever s'était ajoutée à la dette publique, nous constatons que l'augmentation de l'intérêt portée à la charge du pays pour le service de cette dette n'est que de 14 cents par tête de la population. C'est une erreur commune de prendre la dette du Canada et de la comparer à la dette fédérale des Etats-Unis, afin d'en tirer des conclusions défavorables au Canada et favorables aux Etats-Unis, ou pour parler plus franchement, en tirer des conclusions contre le gouvernement qui est aujourd'hui au pouvoir, à raison de sa prétendue extravagance en augmentant la dette publique.

Je ne sache pas de comparaisons plus injustes, qu'une comparaison entre la dette fédérale des Etats-Unis et la dette fédérale du Canada. Voici, en termes généraux, ce que disent les auteurs de cette comparaison: Voyez les Etats-Unis; aujourd'hui, ils ont une dette de \$22.42 par tête. Voyez la confédération canadienne; elle a une dette de \$47.16 par tête; et la comparaison tend toujours, comme ces comparaisons financières tendent nécessairement à préjuger

l'esprit de ceux qui ne saisissent pas ce qu'elle a de spécieux en faveur du pays, qui en apparence a la moindre dette et contre le pays qui en apparence a la plus forte dette.

Si je puis aujourd'hui, par des explications claires, dissiper jusqu'à un certain point cette erreur et disposer de cette comparaison entre deux choses si dissemblables, je croirai avoir rempli un devoir non-seulement envers le parti au pouvoir, mais envers cette chambre et le pays en général. Il n'y a pas de comparaisons justes, possibles entre deux choses dissemblables. La constitution des Etats-Unis et celle du Canada sont très différentes en ce qui concerne les questions financières, d'où proviennent la dette publique et la dépense publique.

En premier lieu, le gouvernement fédéral des Etats-Unis ne se charge jamais des dettes des différents Etats, et le gouvernement fédéral du Canada s'est chargé des dettes de ses provinces qui se sont élevées à \$109,430,148.69. Le gouvernement fédéral aux Etats-Unis ne paie pas de subsides aux différents Etats. Le gouvernement fédéral canadien a payé en subsides aux différentes provinces, depuis la Confédération, \$72,316,029.95. Le gouvernement fédéral aux Etats-Unis ne se chargeant pas des dettes des Etats, ne paie pas d'intérêt sur une dette dont il ne se charge pas. Le gouvernement fédéral du Canada a payé en intérêt, sur les dettes des différentes provinces, dont il s'est chargé, \$98,344,248.20 depuis la confédération jusqu'aujourd'hui. Puis en ce qui concerne l'administration de la justice, je crois être dans le vrai, en disant qu'aux Etats-Unis, on paie les neuf juges de la cour Suprême des Etats-Unis, neuf juges de la cour de circuit et trente juges de districts. A part cela, l'administration de la justice ne fait encourir au gouvernement fédéral aucune dépense. Ici, tout le monde sait ce qui en est des paiements faits pour l'administration de la justice, et depuis la confédération jusqu'aujourd'hui, il a été payé sous ce chef \$10,821,542.90.

Si le Canada avait pris exemple sur les Etats-Unis, en ce qui concerne l'administration de la justice, nous n'aurions certainement pas eu à payer plus de la moitié de cette somme. Puis, pour les services de l'immigration et de la quarantaine, nous avons payé \$5,571,631.81, depuis la confédération. Le gouvernement des Etats-Unis ne paie rien, ou peu de chose pour l'immigration et la quarantaine. Pour la milice et la défense, le gouvernement du Canada a payé \$21,851,635.50, depuis la confédération. Le gouvernement des Etats-Unis a à sa charge l'école militaire de West Point et une petite armée permanente, mais ce sont les différents Etats qui se chargent, dans ce vaste pays, des dépenses de la milice, de sorte que si le Canada s'était trouvé, à cet égard, dans la même position que les Etats Unis, il eût économisé au moins la moitié de cette somme. Pour les pénitenciers, nous avons dépensé depuis la confédération, \$5,611,696.54. Aux Etats-Unis, ce n'est pas le gouvernement fédéral qui subvient à ce service; les pénitenciers sont à la charge des Etats. Pour le traitement des gouverneurs, nous avons payé \$2,250,843.01. Dans le pays voisin, le traitement des gouverneurs est payé par les Etats, et non par le gouvernement fédéral.

Si le Canada avait fait comme les Etats-Unis, il aurait économisé les dettes des provinces qu'il a prises à sa charge,

M. FOSTER.

les subsides qu'il a payés aux provinces, l'intérêt payé sur les dettes ainsi prises à sa charge, ce qu'il a payé pour les pénitenciers, ce qu'il a payé pour le traitement des gouverneurs, au moins la moitié de ce qu'il a payé pour la milice et la défense, au moins la moitié de ce qu'il a payé pour l'administration de la justice et tout ce qu'il a payé pour le service de l'immigration et de la quarantaine, ce qui forme en tout une somme de \$309,860,987.40. La dette nette du Canada est aujourd'hui de \$234,531,358; de sorte que si le Canada dès le début, avait adopté le mode en vigueur aux Etats Unis et ne s'était pas chargé des dépenses dont ne se charge pas le gouvernement fédéral des Etats-Unis, non seulement il n'aurait pas aujourd'hui de dette, mais il aurait un surplus de \$75,329,629.40.

Quelques DÉPUTÉS : Oh ! oh !

M. FOSTER : Les honorables députés de la gauche peuvent considérer ceci comme une bonne plaisanterie, mais à leur point de vue, ce n'en est pas une, car dès que cette explication parviendra à la connaissance du pays, ils seront pour toujours privés de leur argument favori, qui consiste à toujours comparer injustement la dette des Etats-Unis à la nôtre et à en tirer les conclusions favorables aux Etats-Unis et défavorables pour nous.

Pour en revenir à notre dette, le Canada n'est pas le pays du monde le plus obéré sous ce rapport. L'ensemble des provinces de l'Australie a une dette de \$218.65 par tête; la Nouvelle-Galles du Sud, de \$199.20; Victoria, de \$156.82. La France a une dette de \$179.65 par tête, et la Belgique, de \$62.15. Ainsi, en ce qui concerne notre dette, d'abord je ne la crois pas disproportionnée à nos moyens, et ensuite le Canada n'occupe pas une position désavantageuse comparé aux autres pays de progrès. On parle quelquefois de dette nationale, comme si cela signifiait ruine et désastre. J'ai ici un tableau indiquant les dettes nettes et les dettes consolidées des villes de New-York, Brooklyn, Boston, Baltimore et Philadelphie. Ces cinq villes réunies ont une dette de \$343,252,729, ou \$57.48 par tête.

Laisant de côté, pour un instant, la question de la dette, j'en viens à celle de la taxation et de ses effets sur le pays. Avant, toutefois, d'entrer dans cette exposition, avec l'indulgence de la chambre, je me permettrai d'attirer son attention sur un fait évident pour tous, mais que je répète afin que nous l'ayions présent à l'esprit au cours de ce débat. Ce fait, c'est qu'il est injuste de prendre l'ensemble de la recette d'un pays comme indication du chiffre des impôts dont il est grevé. La recette générale se compose des droits de douane et des droits d'accise, et de ce que nous pouvons appeler les recettes actives brutes, telles que celles des bureaux de poste, des chemins de fer, des travaux publics et des droits de passage et des honoraires qu'ils rapportent au trésor, en retour des services qu'ils rendent au pays. Il y a aussi des fonds publics qui sont placés de différentes manières et qui contribuent à la recette générale, de sorte que, dans chaque cas, il nous faut d'abord déduire les recettes actives de la recette totale, pour arriver au chiffre exact de la taxation—savoir les droits de douane et d'accise. Voici un tableau qui indique :

LES RECETTES actives et l'imposition sous forme de droits de douane et d'accise et la proportion d'après la population, 1868-1888.

Années.	Recettes actives.		Montant par tête.	Douanes.	Montant par tête.	Accise.	Montant par tête.	TAXATION.		Pourcentage du revenu total.
	\$	cts.						Montant brut.	Moyenne par tête.	
1868.....	1,987,247	41	0 59	8,578,380	3 54	3,002,588	0 89	11,700,681	3 47	65.48
1869.....	3,268,601	51	0 86	8,272,879	2 42	2,710,028	0 79	11,112,573	3 28	77.38
1870.....	2,424,342	98	0 70	8,334,212	2 70	3,819,622	1 05	13,087,682	3 79	84.37
1871.....	3,015,192	11	0 88	11,341,104	3 36	4,285,944	1 22	16,320,368	4 64	84.41
1872.....	2,999,261	64	0 88	12,787,982	3 54	4,735,651	1 31	17,715,552	4 91	85.52
1873.....	3,186,914	67	0 87	12,954,184	3 53	4,460,681	1 22	17,616,554	4 80	84.62
1874.....	4,075,907	37	1 07	14,325,192	3 74	5,594,903	1 48	20,129,185	5 28	83.16
1875.....	3,983,836	08	1 03	16,351,011	3 85	5,069,697	1 50	20,661,878	5 33	83.84
1876.....	3,973,172	03	1 01	12,833,937	3 26	5,863,487	1 41	18,614,415	4 71	82.41
1877.....	4,361,349	29	1 09	12,516,987	3 14	4,941,897	1 28	17,697,924	4 41	80.23
1878.....	4,533,073	69	1 11	12,782,824	3 13	4,858,871	1 19	17,841,933	4 27	79.74
1879.....	4,040,768	79	0 97	12,900,659	3 11	5,390,763	1 30	18,476,613	4 48	82.05
1880.....	4,817,630	25	1 15	14,071,343	3 34	4,232,427	1 00	18,476,613	4 38	79.29
1881.....	5,693,168	59	1 31	15,408,092	4 23	5,343,022	1 28	20,942,138	5 51	80.79
1882.....	5,834,409	07	1 32	21,581,570	4 87	5,884,859	1 33	27,549,046	6 22	82.52
1883.....	6,524,960	99	1 44	23,009,582	5 09	6,260,118	1 39	29,269,698	6 48	81.77
1884.....	6,378,762	54	1 38	20,033,890	4 43	5,459,309	1 18	25,483,199	5 53	79.98
1885.....	7,412,473	90	1 58	18,935,428	4 03	6,419,101	1 37	25,384,549	6 40	77.39
1886.....	7,950,584	18	1 66	19,373,551	4 04	5,852,901	1 23	25,226,456	5 28	76.03
1887.....	7,067,991	32	1 45	22,378,801	4 89	6,308,201	1 29	28,687,001	5 86	80.23
1888.....	7,731,050	35	1 55	22,105,926	4 46	6,071,487	1 22	28,177,413	5 67	78.47

On verra par ce tableau qu'en 1868, les recettes actives du pays se sont élevées à \$1,987,247.41, soit 59 cents par tête; en 1888 les recettes actives se sont élevées à \$7,731,050.35, ou \$1.55 par tête. C'est une augmentation consolante des recettes actives, qui ne signifie pas une imposition, depuis la confédération jusqu'aujourd'hui. Le revenu des douanes en 1868 a été de \$8,578,380, ou de \$3.54 par tête; en 1888, le même revenu a donné \$22,105,926 ou \$4.44 par tête. Le revenu de l'accise en 1868 était de \$3,002,588, ou 89 cents par tête, tandis qu'en 1888, il a été de \$6,071,487, ou \$1.21 par tête. L'imposition totale en 1868 était \$11,700,681 ou \$3.47 par tête, et en 1888 elle a été de \$28,177,413, ou \$5.66 par tête.

Voilà une exposition raisonnable, claire et sincère du développement qu'ont pris les recettes actives et le revenu des douanes dans ce pays, de 1868 à 1888. Il y a aussi une distinction à faire entre ce qu'on pourrait appeler l'imposition volontaire et une autre imposition qui ne tombe pas strictement dans cette appellation, et pour laquelle il est assez difficile de trouver un terme propre. Ce que je veux dire, c'est que l'imposition peut être de deux sortes, volontaire et ce que j'appellerai obligatoire. On prendra cette distinction pour ce qu'elle vaut, mais je la fais surtout comme contrepartie à cette habitude qu'on a de comparer et de calculer l'imposition en la réduisant à tant par tête, voulant indiquer par là que chaque homme, femme et enfant du pays est forcément tenu de verser tant dans les coffres de l'Etat. Par exemple: moi, personnellement, je ne fais usage ni de tabac ni de spiritueux. Mon cas, qui est celui de centaines de milliers, je crois même de millions dans ce pays—

Un DÉPUTÉ : Non, non.

Mr. FOSTER: Sinon des millions aujourd'hui, du moins avant longtemps, lorsque mon honorable ami en sera venu à partager mes opinions, qui sont celles de tant d'autres citoyens du Canada. La recette totale de l'exercice 1887-88 a été de \$35,908,463.53, ou une moyenne de \$7.22 par tête. Les recettes actives se sont élevées à \$7,731,050, ou \$1.55 par tête. Cela laisse pour ce que nous appelons imposition, \$28,177,413, ou \$5.66 par tête. Mais de ces 28 millions et quelques piastres, il y a eu \$8,084,780, ou \$1.78 par tête, versées dans les coffres de l'Etat pour le tabac et les spiri-

teux seulement. Voilà ce que j'appelle une taxe volontaire. Un homme peut payer ou ne pas payer cette taxe. S'il s'imagine que ces articles sont un luxe qu'il désire se procurer, ou s'il lui plaît de les appeler des nécessités qu'il lui faut avoir, il paie la taxe. Ces articles n'ont rien de commun avec les produits absolument nécessaires, de sorte que si on les déduit, on reste avec une capitation moyenne dans ce pays de \$3.88, au lieu d'une imposition de \$5.66 par tête.

J'irai encore plus loin, et je dirai que cette manière de calculer l'imposition par tête est une méthode condamnable et trompeuse. Je vais expliquer à la chambre les raisons qui me font penser ainsi. Ceux qui calculent ainsi disent: "Il y a un certain revenu perçu dans ce pays; qu'en le divisant par le chiffre de la population, et le quotient sera de \$5.66 par tête. Pour une famille de cinq personnes, cela signifie qu'elle versera \$28.30 dans le trésor. C'est un impôt excessif, et le pauvre homme qui n'a que le salaire de sa journée pour vivre, est incapable de payer de tels impôts, d'élever sa famille et de prospérer." Je prétends pour ma part que les calculs de cette nature donnent une fausse idée des effets des impôts sur un pays. Je crois que nous sommes tous d'accord à dire que les objets de luxe doivent être imposés davantage et les articles d'utilité moins ou pas du tout, et s'il est nécessaire d'imposer des droits, nous sommes d'opinion, du moins nous de la droite, qu'il faut les imposer de manière à ce qu'ils compensent par l'émulation dans l'industrie, le travail qu'il fournit à la population, l'augmentation de la consommation, les obligations qu'il impose au pays et qui sont nécessaires à l'administration du pays. Si cela est vrai, j'affirme que le Canada, aujourd'hui, grâce à sa position géographique, avec ses ressources naturelles et la nature particulière de ces ressources, est un pays qui se trouve dans des conditions particulièrement heureuses pour l'application du mode d'imposition qui a été la politique du pays depuis 1878 jusqu'aujourd'hui. Car, M. l'Orateur, le Canada est un pays qui, comparé à la plupart des autres pays du globe, a l'avantage d'avoir un excédant de production de tout ce qui est nécessaire à l'alimentation, au logement et à tous les autres besoins de ses habitants. Il possède des forêts et leurs inépuisables ressources, et pour les maisons qu'il faut construire, les granges nécessaires au cultivateur et tous les travaux qui exigent le bois comme matière pre-

mière, on trouve dans le pays même des ressources dont le surplus est expédié tous les ans sur les marchés étrangers.

Il en est de même de la production des grandes céréales. Le Canada est un pays qui produit plus de blé, plus d'orge, plus de céréales diverses qu'il ne lui en faut pour sa consommation intérieure, et sa position est aussi excellente pour tout ce qui concerne les articles nécessaires à la vie.

Pour donner ce qu'on peut considérer comme un exemple très commun, mais je crois très pratique, des effets de l'imposition, prenons le cas de trois personnes. Voici l'homme à l'aise qui a des ressources, des habitudes de luxe, et qui est disposé à les satisfaire. Personne ne trouve à redire à cela, mais le pays lui dit que s'il est disposé à les satisfaire, il paiera un impôt, chaque fois qu'il ira chercher en dehors du pays ces articles de luxe et les choses qu'il désire avoir. Si cet homme achète dans la ville de New-York pour \$1,000 de beaux meubles et les importe au Canada, le pays lui fera payer un impôt de \$350. S'il a le goût de la musique, et qu'il achète un piano de la valeur de \$1,000 il lui faudra payer \$250 de douane; s'il a le goût des statues et qu'il en achète pour \$500, il lui faudra payer à la frontière \$175 de droits; s'il achète des argenteries dispendieuses pour une valeur de \$500, il lui faut payer \$150 de droits; s'il porte des bijoux ou s'il en achète pour \$400 à l'étranger pour sa famille, il paie \$100 de droits; s'il aime le vin, et s'il veut avoir dans sa cave vingt douzaines de bouteilles de vin de Champagne, il lui faudra payer \$130 de droit; s'il a besoin de soieries pour lui ou sa famille et qu'il en importe pour la modeste somme de \$300, il paie un droit de \$90; s'il désire une belle voiture et s'il en voit une à son goût à l'étranger et qu'il paie \$500 pour une qu'il importe, il paie \$175; sur les tapis de qualité supérieure pour sa maison qu'il pourrait acheter à l'étranger pour une valeur de \$800, il paie un droit de 25 pour 100 ou \$200. Sur toute cette quantité d'articles de luxe, assez modérée pour un homme ayant de la fortune, voulant satisfaire ses goûts sous ce rapport, il a versé dans le trésor du pays \$1,400 de droits. C'est la contribution d'un seul homme, mais c'est celle d'un homme riche qui désire ces articles de luxe, qui les importe de l'étranger et qui, dans l'opinion du pays, étant en mesure de les payer, doit contribuer au revenu du pays en payant un droit sur ces articles.

Prenons maintenant le numéro deux, c'est-à-dire le cas du cultivateur que nous aimons tous, et pour qui nous désirons tous faire tout ce que nous pouvons. Le cultivateur vit à même le produit de sa terre, dans la riche province d'Ontario du moins. Presque tous les articles d'alimentation qu'il consomme, sont les produits de sa terre et ne paient pas de droits; le blé qu'il récolte, il le fait moudre près de chez lui, l'apporte chez lui et ne paie pas de droits, sa maison elle-même, ses dépendances, ses granges, tous les bâtiments nécessaires à ses industries, sont construits avec le bois qui pousse dans le pays, et dont nous avons un excédant, et pour lequel il ne paie pas de droit.

M. McMULLEN : Et les clous ?

M. FOSTER : Les vêtements qu'il lui faut pour lui et sa famille sont, dans nombre de cas, confectionnés avec la laine de ses montons, ou ils proviennent des fabriques du pays, qui ne paient pas de droits sur la matière brute qu'elles emploient. Son bois de toute sorte, ses meubles nécessaires et solides, ses instruments de culture sont confectionnés et de la façon la plus avantageuse, avec le produit de nos forêts. Son combustible pousse dans les forêts qui l'entourent, ou il le trouve en quantités inépuisables dans les mines du pays. Ainsi, pris dans l'ensemble, dans leur tout, les articles de consommation, l'aménagement, le combustible du cultivateur sont de ceux dont le pays produit un excédant, qui sont exempts de tout droit à l'intérieur de nos frontières et sur lesquels il ne paie pas un sou d'impôt.

Un honorable député disait tout à l'heure : " Et les clous ? " Avec la petitesse d'esprit qui le caractérise, dans les centaines et les milliers de piastres nécessaires à l'achat des

M. FOSTER,

matériaux qui entrent dans la construction d'une maison et sur lesquels, le cultivateur, s'il les achète, ne paie aucun droit, l'honorable député n'a vu que les quelques livres de clous qui entrent dans cette construction et sur lesquels il y a peut-être un droit à payer.

M. LANDERKIN : Les cultivateurs ne s'habillent pas tous avec des étoffes du pays.

M. FOSTER : Le cas n° 3 est celui de l'ouvrier. Il ne vit pas sur une ferme qui produit tout ce qu'il consomme, mais bien dans un village ou une ville; les aliments qu'il achète, les vêtements qu'il porte, le bois dont il a besoin, les meubles qu'il a dans sa maison, une grande partie des outils dont il se sert, le combustible qu'il brûle, ce qui constitue la plus forte partie des dépenses de l'ouvrier comme de celle du cultivateur, sont produits dans le pays, et même en quantité plus grande que celle nécessaire à la consommation intérieure, et il n'y a pas de droits à payer sur ces articles. Je dis donc que dans ce pays, avec sa politique fiscale actuelle et ses avantages naturels tout particuliers, la disposition de notre tarif est de nature à faire reposer le poids de l'imposition là où il doit peser le plus lourdement, sur celui qui a des goûts luxueux et dispendieux et qui veut les satisfaire, et moins lourdement sur le cultivateur, l'homme de condition moyenne, l'artisan et la classe ouvrière.

Il y a au-si cet autre point que je crois d'une importance considérable, savoir : que notre tarif est fait de manière à nous imposer la nécessité, ou du moins à nous laisser la possibilité, de ne pas grever de droits la matière première importée pour les fins de la fabrication, pendant que les articles fabriqués sont soumis à un droit. L'encouragement ainsi donné provoque l'établissement d'industries nouvelles qui, à leur tour, attirent le travail, donnent de l'emploi à la population et créent des centres de consommation pour le surplus de production du pays. Pour donner encore plus de force à mon argument, qu'on me permette de dire que si l'on veut examiner le rapport des douanes, on verra que plus de deux cents articles qui entrent dans la fabrication, sont admis en franchise et qu'un tiers de l'importation totale pour la consommation intérieure en 1887-88, a été admis en franchise dans le pays. Non content de comparer notre dette à celle des Etats-Unis, on a aussi comparé l'imposition dans les deux pays, et la base de comparaison est presque aussi injuste dans un cas que dans l'autre. Je me suis donné la peine d'étudier le chiffre de l'imposition qui pèse sur le peuple américain, et j'ai constaté que si l'on prend une période de vingt et un ans au Canada et qu'on la mette en regard de la période correspondante aux Etats-Unis, pour ce qui concerne les douanes et l'accise—c'est-à-dire ce qu'on appelle réellement les taxes—on constate que les Américains ont payé, en prenant la moyenne de leur population pendant cette période, une somme de \$6.64 par tête, et si on prend le total payé par le peuple canadien en droits de douane et d'accise pendant la même période, la moyenne n'est que \$4.94 par tête, une différence de \$1.70 en faveur du citoyen canadien. C'est-à-dire que si, pendant ces vingt et un années, le Canada, sous le rapport des douanes et de l'accise, eût été taxé aussi lourdement que les Etats-Unis, il eût payé, en mettant la moyenne de notre population à quatre millions d'âmes, \$142,800,000 de plus que ce qu'il a payé sous l'opération de notre mode d'imposition, modéré, si on le compare à celui des Etats-Unis.

Si on prend les huit dernières années, de 1881 à 1888, la moyenne des impôts payés aux Etats-Unis a été de \$5.87 par tête et celle payée au Canada, de \$5.74, une différence de 13 cents par tête en faveur du Canada, pendant cette période. Pour l'exercice de 1888, la moyenne des impôts par tête, aux Etats-Unis, a été de \$5.51, tandis qu'elle a été de \$5.66 au Canada, une différence de 15 cents en faveur des Etats-Unis due au fait que ces derniers, n'ayant pas à se charger des fortes dépenses que nous avons au Canada et que j'ai mentionnées il y a quelques instants, ont pu, avec

leur excédant, leur grande population et leur immense commerce, appliquer une somme considérable au rachat de la dette publique et conséquemment, réduire la moyenne des impôts par tête. Mais quand on parle d'imposition aux Etats-Unis on se fait entrer en ligne de compte que les impôts pour les taxes fédérales et on oublie que chaque Etat a aussi son imposition, et si on ajoute l'imposition des différents Etats en 1887-88, qui s'élève à \$1.08 par tête, à l'imposition fédérale de \$5.51, on a une imposition totale—correspondant à la nôtre payée par la population de \$6.59 par tête aux Etats-Unis en regard de \$5.65 au Canada, une différence de 93 par tête en faveur du Canada.

Il y a des gens qui s'imaginent qu'il n'y a qu'un pays comme le Canada, vivant sous un régime protecteur qui ait à payer des droits de douane et d'accise. Si nous allons en Angleterre, que voyons-nous ? Nous y voyons que les impôts qui y ont été perçus en 1888, sont comme suit :

Douanes.....	\$ 85,158,253 26 ;	montant par tête..	\$ 2 30
Accise.....	124,551,485 20	do ..	3.38
Timbres.....	63,457,777 00	do ..	1.71
Taxe agraire.....	8,005,800 00	do ..	0.13
Taxe sur les maisons.....	8,478,400 00	do ..	0.28
Taxe sur la prop. et le rev.	70,178 400 00	do ..	1.59
Revenu total.....	357,780,115 58	do ..	9.64

De sorte que, sous ces différents chefs, chaque habitant de la libre-échangiste Angleterre paie une imposition moyenne de \$9.64. J'ose dire, après avoir étudié soigneusement la question, que, si on compare les effets de l'imposition en Angleterre et au Canada, ils sont beaucoup plus rigoureux et plus onéreux pour les classes pauvres en Angleterre qu'au Canada, et l'imposition n'y a pas, comme au Canada, l'effet bienfaisant de stimuler l'industrie et de donner de l'emploi à la classe ouvrière.

Je vois qu'en France, la moyenne des impôts atteint une somme de \$12.86 par tête, soit une différence de \$7.20 par tête en faveur du Canada. En Australie, la moyenne des impôts par tête est de \$12.79, soit une différence de \$7.13 par tête en faveur du Canada. Je crois qu'on conviendra avec moi que, dans l'examen de cette question de l'imposition, il faut toujours tenir compte de l'usage fait de l'argent prélevé par ce moyen, et si nous étudions un peu ce point, nous verrons que le Canada occupe sous ce rapport une position beaucoup plus avantageuse que les Etats-Unis ou l'Angleterre. Aux Etats-Unis, pendant le dernier exercice, nous voyons que les paiements suivants ont été faits :

Intérêt payé sur la dette.....	\$44,715,007
Pensions.....	80,288,508
Dépenses du service civil.....	22,852,334
Rachat de la dette.....	83,084,405
Armée.....	38,522,436
Marine.....	16,926,437
Total.....	\$236,389,127

De sorte que dans ces seuls chapitres de dépenses qui, presque tous, ont pour cause la guerre ou les conséquences de la guerre ou le maintien de l'état militaire du pays, les Etats-Unis ont payé \$256,389,127, sur une dépense totale de \$342,738,364. Si nous passons maintenant en Angleterre, nous y verrons que ma prétention est également vraie en ce qui concerne l'emploi fait des impôts. L'Angleterre, l'an dernier, a payé les sommes suivantes :

Intérêt sur la dette.....	£26,213,911
Armée et marine.....	30,753,687
Liste civile et administration.....	19,691,950

Soit, un total de £76,674,548 stg., pour ces différents services, pendant qu'il n'a été payé que £10,749,097 pour la perception du revenu, le service des postes, des télégraphes et du transport des paquets. Je maintiens qu'en ce qui concerne l'emploi des impôts, il n'y a pas de comparaison à faire, pour ce qui se rapporte aux avantages pour la population, entre les impôts prélevés en Angleterre et aux Etats-Unis, et ceux prélevés au Canada. A part la dépense provenant de la regrettable insurrection du Nord-Ouest, chaque

sou de l'impôt prélevé au Canada et qui y a été prélevé depuis la confédération, n'a été consacré à la guerre, à des fins improductives, à des préparatifs de guerre ou au paiement des conséquences de la guerre, mais a servi à la construction des travaux publics productifs, qui ont remboursé le pays de ce qu'ils ont coûté et qui ont fait du Canada, un pays où les affaires sont actives, où le commerce trouve de splendides facilités, où la population a à sa disposition toutes les ressources qui peuvent en faire une population industrielle avec profit pour elle-même et pour la prospérité du pays.

On a dit souvent que la taxe est un épouvantail pour le peuple, et c'est un mot qui a un effet magique sur lui. C'est un épouvantail pour les masses inintelligentes, mais non pour les populations intelligentes, et les jongleurs qui s'en servent aujourd'hui, jonglent avec un mot ou un instrument qui n'est pas moins répréhensible, que les instruments dont se servaient les jongleurs des temps passés. Je crois que c'est un fait qui repose sur des bases saines et certaines, que la taxe est la seule porte ouverte au progrès et au développement d'un pays, et que si une nation décidait qu'à partir d'aujourd'hui, aucun impôt ne serait plus prélevé chez elle, ce serait se condamner à un état stationnaire, qui la laisserait bientôt loin en arrière, dans cette course au clocher à laquelle se livrent les nations dans notre siècle de concurrence à outrance. Qu'on prononce une ville de 10,000 âmes qui n'a ni égouts, ni rues convenables, ni corps de police, ni organisation d'éclairage, ni service de protection contre les incendies ; qu'on réunisse ces 10,000 hommes pour leur faire examiner la situation, et qu'ils en viennent à la conclusion que, dans un but d'hygiène et pour améliorer leur situation, par comparaison avec celle des autres villes, il leur faut se procurer toutes les grandes améliorations publiques. Comment se les procureront-ils ? Ils n'ont qu'un moyen de procurer tout cela à leur ville, et ce moyen, c'est la taxe. Il faut décréter des impôts sur la personne et les biens, sans quoi on ne peut avoir ni maintenir ces services efficaces que toute ville de progrès croit devoir posséder de nos jours. Ce qui est vrai d'une ville est aussi vrai d'un pays. Le point qu'il faut étudier, c'est la manière d'appliquer l'impôt, c'est de savoir si on n'en prélève pas plus qu'il n'en faut et si un pays est surimposé ou mal imposé.

Qu'avons-nous en Canada comme résultat des sommes versées dans le trésor par le pays ? Nous avons d'abord un territoire agrandi, un accroissement de population ; aux quatre premières provinces de la Confédération, nous avons ajouté trois autres provinces et un territoire presque illimité, illimité dans son étendue et plus illimité encore par ses richesses minérales et forestières, par les ressources que créera la culture de ses plaines immenses et fertiles. Tout cela a coûté cher et il a fallu faire entrer beaucoup d'argent dans le trésor et l'en sortir de nouveau pour acquérir ce vaste domaine et nous mettre en état de recevoir cette augmentation de population. Les sommes ainsi dépensées doivent être considérées comme une compensation à celles qui ont été payées en impôts. Nous avons ajouté à la puissance productive du pays et l'avons développée. Des terres qui étaient sans valeur parce qu'elles étaient inaccessibles et que, même si on pouvait y arriver, il n'y avait pas de chemin pour en sortir les produits, ont été ouvertes par les chemins de fer et par les facilités de transports pour l'expédition de ces produits. Il n'y avait pas d'autres moyens d'obtenir ces facilités, que celui de prélever des impôts sur la population et d'obtenir l'argent nécessaire pour construire ces chemins et faire ces améliorations.

Pas plus tard qu'en 1877, le Manitoba et les Territoires du Nord-Ouest n'exportaient encore que 500 minots de blé. En 1887, le Manitoba seul exportait 10,400,000 de minots de blé, et ce même qu'en 1889 le Manitoba et le Nord-Ouest produiront tout le blé nécessaire à la consommation intérieure et qu'il y aura une quantité de 20,000,000 de minots disponibles pour l'exportation, avec une superficie enssemencée de

de 700,000 acres. Ce résultat est possible aujourd'hui, parce que la population du pays a bien voulu s'imposer, afin, en premier lieu, de prendre possession de cette partie du Canada, et, en second lieu, d'ouvrir le pays au moyen de chemins de fer et de travaux publics, afin de rendre possible au peuple la culture du sol et le transport des produits à bon marché.

Nous constatons encore que les taux de transport ont de beaucoup diminué. Nous avons dépensé de fortes sommes pour nos canaux, mais nous avons eu en retour plus de facilité et un transport à bon marché. Et si ces travaux publics n'ajoutent pas directement aux revenus du trésor, ils sont d'un grand avantage pour le progrès du pays et ils contribuent d'une façon incalculable au développement de notre commerce. En 1872 les taux de péage par tonne, sur le canal Welland, était de 16.26 cents et en 1888 ils n'étaient plus que de 12.52 cents par tonne; ainsi de 1872 à 1888, il y a eu une diminution de 23 pour cent des taux de péage sur le canal Welland et une diminution de 48 1/2 pour cent des taux sur le St. Laurent. C'est autant d'économisé dans le transport des céréales et des articles de commerce, qui ont traversé l'intérieur du pays par eau pour se rendre à la mer et sur les grands marchés du monde, de même que pour les articles d'utilité première importés des pays étrangers et qui sont parvenus par la même route à l'intérieur de ce pays; et bien qu'il soit vrai de dire que ces travaux n'augmentent pas le revenu, il y a un point de vue plus élevé auquel on doit envisager cette question. Bien que le trésor public ne soit pas enrichi, les affaires publiques et la prospérité générale du pays s'accroissent, grâce à la diminution des droits de péage, et un autre grand fait, celui que l'élargissement de ces canaux rend possible l'usage de plus gros navires, capables de transporter une plus grande quantité de grain et par suite à des taux moins élevés qu'avec l'ancienne profondeur des canaux, alors que des navires beaucoup plus petits et d'une classe inférieure étaient en usage. De sorte que nous pouvons donner comme compensation à cette dépense, les facilités apportées aux affaires et une puissance d'attraction plus grande qui caractérise le pays dans sa concurrence avec d'autres pays, qui ne possèdent pas ces améliorations; et si nous voulons rester au premier rang dans notre concurrence avec les autres pays nouveaux, c'est une nécessité, de même qu'une politique sage et prudente, de développer notre pays; mais pour cela il faut de l'argent, pour établir et maintenir toutes ces lignes de communication, et nous ne pouvons obtenir de l'argent qu'en en demandant à la population.

Mais on me dira; est-ce que cela va toujours durer? Allons-nous sans cesse augmenter notre dette? Allons-nous augmenter constamment la somme que nous prélevons sur la population sous forme de contributions annuelles?

Je crois que le Canada, aujourd'hui, du haut de la position avantageuse qui lui donnent ses vingt années de progrès, peut regarder l'avenir et présager, avec plus de chance de certitude que jamais, ce que cet avenir lui réserve. Nous avons pris à notre charge les dettes des anciennes provinces, lorsqu'elles sont entrées dans la confédération, et aujourd'hui, ces provinces font partie de la confédération. Dans le vaste territoire qui s'étend à l'ouest de notre pays, il y a du champ pour d'autres provinces qu'il nous faudra bientôt constituer et organiser. On a creusé le grand chenal du Saint-Laurent; nos canaux sont en grande partie construits et lorsque les grands travaux qui sont actuellement à l'entreprise seront terminés, dans trois ans environ, nous aurons une voie de communication depuis l'extrémité des grands lacs jusqu'à Montréal. Sur le canal Sainte-Marie, nous aurons une profondeur d'eau de 18 pieds, de 14 sur le canal Welland, et dans les canaux et le fleuve du Saint-Laurent, la profondeur est suffisante pour y faire naviguer les navires qui traversent le canal Welland, vont à Montréal et de là à la mer. Nous avons construit le chemin de fer Intercolonial, la grande voie de communication entre les provinces maritimes et le centre du pays; nous avons, en y contribuant pour une part,

M. FORTÉ.

construit le chemin de fer canadien du Pacifique qui relie cette grande ligne à la côte du Pacifique; nous avons contribué à la construction de la ligne courte qui, dans quelques mois, sera ouverte aux ports des provinces maritimes; nous avons contribué à la construction d'autres chemins de fer d'une importance moins générale, mais non moins utiles dans leur genre. Les dépenses énormes encourues pour développer ainsi notre pays, et compléter les moyens de communication entre les différentes provinces, sont aujourd'hui faites; et il semble qu'aujourd'hui, nous sommes en état d'avoir confiance dans l'avenir et de donner une réponse raisonnable, si notre dette va continuer à aller grandissante, si oui ou non, nous allons continuer à prélever sur le peuple des impôts de plus en plus lourds.

Nos dépenses imputables sur le capital, d'après une estimation raisonnable, seront comme suit, pendant les trois années à venir :

	1889-90.	1890-91.	1891-92.
Canaux	\$2,636,521	\$3,111,576	\$3,310,103
Chemins de fer	1,200,000		
Travaux public	407,000	Est. 250,000	Est. 250,000
Subsidés aux chemins de fer	1,026,202	228,387	
Rachat de la dette	2,417,267	5,000,000	1,800,000
Terres fédérales	100,000	100,000	100,000
	\$7,865,690	\$8,690,963	\$5,460,103
Moins—Rachat de la dette	2,417,267	5,000,000	1,800,000
	\$5,438,723	\$3,690,963	\$3,660,103

Ce qui fait un total pour les trois ans de \$12,789,789. Voyons maintenant ce que nous avons pour faire face à cette dépense. Nous avons pour les trois années, la prévision d'un surplus de \$6,000,000; il nous restera sur l'emprunt, au 1er juillet 1889, \$2,500,000; et un fonds d'amortissement qui opère en diminution de la dette publique environ \$2,000,000 par année, ou \$6,000,000; nous avons donc un total de \$14,500,000 pour faire face à une dépense de \$12,789,789 imputable sur le capital, ce qui nous laisse deux millions pour les dépenses imputables sur le capital autres que celles que j'ai mentionnées. De sorte qu'en mettant en regard ces deux faits et ces deux services qui se font contrepois, ma propre opinion comme membre du gouvernement, et je sais que mes collègues m'aideront dans la mesure de leurs forces à y persévérer, c'est que dans l'hypothèse que la situation du pays sera dans les trois années à venir, aussi prospère qu'elle l'est aujourd'hui et qu'il ne surviendra pas d'événements extraordinaires pour causer des dépenses extraordinaires pendant les trois exercices expirant le 30 juin 1892, nous devrions pouvoir faire face aux dépenses imputables sur le capital, payer ce que nous aurons à payer pour les dépenses courantes et ne pas ajouter un sou à la dette nette du pays.

Dans le cas où je n'aurais pas été bien compris, ce que j'entends dire c'est que, comptant sur le placement au fonds d'amortissement qui est opposé à la dette brute, nous devrions pouvoir, dans les trois années à venir, faire face aux dépenses imputables sur le capital, jusqu'à concurrence du chiffre que j'ai mentionné et au bout de ce temps n'avoir pas une dette plus lourde qu'au 1er juillet 1889; et ces prévi-

sions se basent sur le tarif tel qu'il est aujourd'hui et sans songer à une augmentation des impôts. Après 1892, avec une prospérité égale, avec une population accrue et conséquemment avec une plus grande consommation et une contribution plus forte au revenu, sous l'opération du même tarif qu'aujourd'hui, je crois qu'à moins qu'il ne survienne des événements extraordinaires, qui nécessitent une dépense extraordinaire, le pays devra pouvoir, pendant un certain nombre d'années, administrer ses affaires, sans augmenter aucunement sa dette ou faisant face aux dépenses nécessaires imputables sur le capital et aux divers services du pays, avec les recettes qui composent notre revenu consolidé.

Voilà ma prévision, et je crois que si rien d'imprévu ne surgit, le seul cours des événements la réaliseront.

J'aborde maintenant la question de l'emprunt lancé sur la place de Londres par le haut commissaire, en juin 1888. L'emprunt a été lancé le 15 juin 1888. Les conditions étaient que l'intérêt serait payable semi annuellement le 1er janvier et le 1er juillet, à 3 pour 100 par an. Le taux le moins élevé auquel un emprunt canadien eût été flotté jusque là était de 3½ pour 100. L'emprunt à 3½ avait été flotté il y a quelques années et on crut en étudiant le marché et en remarquant le cours de nos propres valeurs et de notre 3½ pour 100 et l'état du marché monétaire, que l'occasion était bonne de placer sur la place de Londres un emprunt

canadien à 3 pour 100, c'est-à-dire, à un taux d'intérêt moindre que celui auquel une colonie quelconque ait jamais pu floter un emprunt sur la place de Londres.

Le prix minimum fixé pour cet emprunt à 3 pour cent, était de 92½ et on le détermina, en se basant sur la valeur de nos 3½ pour cent, qui, à cette époque, étaient cotés à 104 ou 105 sur le marché. Le chiffre de l'emprunt était de £4,000,000 et l'emprunt devait échoir dans 50 ans. La manière dont l'emprunt a été accueilli sur la place de Londres, a réjoui, j'en suis certain, tous les Canadiens. Non-seulement le chiffre de l'emprunt fut souscrit, mais les souscriptions s'élevaient à £12,000,000, trois fois la somme demandée. Il n'y a pas de doute que les circonstances étaient favorables pour un emprunt, et nous n'en devons que plus de reconnaissance au haut commissaire (sir Charles Tupper), pour le choix qu'il a fait du moment précis auquel on demanda les soumissions. Comme il se trouvait à Londres, le gouvernement agit d'après ses conseils, et comme il connaissait parfaitement l'état du marché monétaire, il choisit le moment qui, les circonstances l'ont prouvé, était le plus favorable qu'on pût choisir en l'année 1888 pour lancer un emprunt.

J'ai ici un état des différents emprunts effectués sur la place de Londres depuis 1867. Il se lit comme suit :

MÉMOIRE sur les emprunts canadiens placés sur le marché de Londres depuis 1867.

Emprunt.	Prix fixé dans le prospectus.			Prix réalisé.			Durée de l'emprunt, ans.	Taux.	Total de l'émission.	Escompte ou prime.	Montant réalisé.	Charges, y compris es-compte pour paiements immédiats et intérêt sur paiements partiels.			Montant net réalisé en argent.	Taux de l'intérêt en tenant compte de l'int. sur les versements ainsi que des déductions précéd.						
	£	s.	d.	£	s.	d.						£	s.	d.			£	s.	d.	£	s.	d.
Ch. de fer Intercolonial, 1869, garanti	100	12	11½	105	12	11½	35	6	1,500,000	P. 112,946	...	2,112,946	...	29,896	18	5	2,083,049	1	7	0.4125		
do 1869, non gar.	100	12	11½	105	12	11½	35	6	500,000	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...		
do 1873, garanti.	100	12	11½	105	12	11½	35	6	1,500,000	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...		
Terre de Rupert, garanti	101	7	8	101	7	8	31	4	300,000	P. 78,971	8	8	1,878,971	6	8	33,449	18	11	1,845,521	7	9	0.3916
Emprunt de 1874	90	90	3	90	90	3	30	4	4,000,000	E. 393,476	71	6	3,606,523	2	6	80,289	9	9	3,546,233	12	8	0.4876
do 1875, garanti.	99	1	8	99	1	8	30	4	1,500,000	E. 22,930	9	1	2,477,069	10	11	42,847	6	1	2,434,221	14	10	0.416
do 1875, non garanti.	99	1	8	99	1	8	30	4	1,000,000	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
do 1876	91	91	...	91	91	...	30	4	2,500,000	E. 215,000	...	2,275,000	...	57,122	9	7	2,217,877	10	5	0.475		
do 1878	96½	96½	...	96½	96½	...	35	4	1,500,000	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
do 1878	96	11	9	96	11	9	30	4	1,500,000	E. 102,347	12	6	2,897,652	7	6	36,602	15	7	2,861,049	11	11	0.43
do 1879	95	95	1	95	95	1	29	4	3,000,000	E. 147,206	6	4	2,852,793	13	8	17,988	8	3	2,804,805	5	5	0.45
do 1884	91	91	2	91	91	2	25	3½	5,000,000	E. 446,870	...	4,554,130	...	91,693	3	4	4,469,436	16	8	0.423		
do 1885	99	101	1	99	101	1	25	4	4,000,000	P. 43,418	...	4,043,418	...	82,098	2	1	3,961,317	17	11	0.4089		
Obligations du Canada, réduites	24½	24½	...	24½	24½	...	24	4	6,443,136	E. 54,576	2	8	6,388,560	...	32,977	1	0	6,355,583	19	...	0.41	
Emprunt de 1888	92½	95	1	92½	95	1	50	3	4,000,000	E. 197,904	...	3,802,096	...	67,598	4	3	3,734,497	7	6	0.327		

* Ou 50 ans calculés pour 25 ans seulement.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: L'honorable ministre serait-il assez bon de donner l'exact produit de l'emprunt ?

M. FOSTER: L'emprunt était de £4,000,000. L'escompte payé a été de £ 00,419,15s. & 9d. ; 1 pour cent de commission, £40,000, timbres, £3,026,12s. & 6d. Total vérifié par l'auditeur jusqu'à cette date, £243,446,8s. & 3d; un quart d'un pour cent de courtage, £10,000; droits de timbre, £9,778,11s. & 3d, impressions et annonces, £2,350,13s. & 0d; timbres, £90; ce qui fait un total de £22,319,4s. & 3d, que l'auditeur général réserve pour plus amples renseignements, mais que, m'a-t-il dit, il considère exacts et devront en définitive être payés. La somme totale à déduire du chiffre de l'emprunt pour toutes charges est de £265,755,12s. & 6d., laissant £3,734,244,7s. & 6d, comme produit net de l'emprunt, ce qui porte l'intérêt à 3.27 pour 100. On juge de la nature favorable d'un emprunt par ce qu'il rapporte aux prêteurs, comparé aux autres emprunts qui se négocient sur la place de Londres. Notre 3½ pour 100, à cette date, était coté à 105½, ce

qui aurait rapporté aux prêteurs, y compris l'amortissement £3,4s. & 6d. Notre 4 pour 100 remboursable en 1904 et 1908 était cotée à 109½, ce qui aurait rapporté aux prêteurs, y compris l'amortissement £3,5s. & 9d. Notre 4 pour 100 réduit, en 1910, était coté à 100½, ce qui apportait aux prêteurs £3,6s. & 0d. Notre 4 pour 100, 1910-35, était coté à 112½, ce qui donnait aux prêteurs, £3,9s. & 0d; pendant que notre 3 pour 100 ne donne aux prêteurs, y compris l'amortissement comme dans les autres cas, que £3,4s. & 1d, et comme les avantages d'un emprunt, en ce qui concerne l'emprunteur, sont en sens inverse des projets que fait le prêteur, on voit que l'emprunt flotté en 1888 est plus favorable au Canada, que les cotes des autres emprunts courants et des autres valeurs que j'ai mentionnés.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Cet emprunt comporte-t-il un fonds d'amortissement ?

M. FOSTER: Non. Je dirai un mot de la somme que nous avons demandée. On a critiqué dans la presse, et sans

doute on critiquera ici, le fait que nous avons lancé un emprunt de quatre millions lorsque, de notre propre aveu, nous avons un surplus non utilisé. A cette époque, il nous fallait rembourser, chez Glyn et Baring, des emprunts temporaires s'élevant à \$6,252,106 ; il nous fallait faire face au fonds d'amortissement et à l'intérêt payable à Londres le 1er juillet, s'élevant à \$2,147,354 ; il nous fallait, dans le cours de l'année, racheter pour \$3,394,386 de notre dette, soit un total de \$11,793,846. Nous avons aussi à racheter pendant l'exercice 1889-90, \$2,417,267 de notre dette, ce qui fait que nous avons à faire face à des échéances de \$14,211,113, tant au 1er juillet pour les emprunts temporaires et le rachat de la dette pour cet exercice, que dans l'exercice courant pour le rachat de la dette en 1889-90. Cela laisse un surplus de \$1,289,177. Nous avons aussi à faire face à une forte dépense imputable sur le capital, autorisée par le parlement pour les canaux, pour le canal du Sault Sainte-Marie, — qui était alors en perspective et qui est aujourd'hui à l'entreprise — et à une dépense pour les canaux du Saint-Laurent devant se répartir sur une espace de trois années. En outre, nous avons le chemin de fer du Cap-Breton, qui était en construction et qui ne sera parachové qu'à la fin de cette année.

Tous ces travaux nécessitaient une forte dépense imputable sur ce capital. Toutes ces choses prises en considération, nous avions devant nous l'alternative de lancer sur la place de Londres un emprunt de £3,000,000 à cette époque, et de payer toutes nos échéances, avec la perspective d'encourir une plus forte dépense plus tard, et de ne pas emprunter les quatre ou cinq millions de piastres dont nous aurions besoin dans un ou dix-huit mois, et pour lesquelles il nous a fallu négocier soit des emprunts temporaires, soit un autre emprunt permanent et nous en sommes venus à la conclusion que la ligne de conduite la plus économique, était d'emprunter alors toute la somme requise, à raison de l'état du marché et parce qu'il nous eût fallu l'argent dans le délai que j'ai mentionné. En outre, sur les emprunts temporaires, il nous faut payer 4 pour cent et quelque fois plus. Nous n'avons pu les négocier à un taux moindre. Nous avons donc jugé que la conduite la plus économique était d'emprunter une plus forte somme et d'éviter la nécessité de recourir à ces emprunts temporaires ou d'effectuer un autre emprunt permanent.

Je suppose qu'il sera question de la disposition du surplus et il vaut autant dire de suite à la chambre ce qui en sera fait. Au 1er juillet, nous avions à notre disposition £1,000,000 qu'il nous a fallu placer quelque part. Ce million se trouvait à Londres. Il était impossible à cet époque d'obtenir à Londres, sur cette somme plus de 7-8 pour 100. Le marché paraissait encombré de numéraire. Les taux qu'on pouvait obtenir étaient très bas, et il était impossible de dire alors à quelle époque il se produirait un changement qui nous permettrait d'obtenir un taux plus élevé. Ayant donc étudié toute l'affaire, nous avons jugé préférable, vu que le change entre Londres et New-York, était considérablement en notre faveur à cette époque, de faire venir l'argent à New York, et par cette opération, nous avons encaissé un bénéfice assez rond sur le change. Il était certain que nous obtiendrions ici un taux beaucoup plus élevé, sans que nous puissions dire à quoi s'élèverait ce taux. Dans ces circonstances, nous fîmes venir l'argent à New York, et, comme je l'ai dit, nous réalisaimes un certain bénéfice sur le change. La somme fut placée dans quatre banques canadiennes, avec meilleur taux qu'elles purent payer à cette époque, c'est-à-dire $1\frac{1}{2}$ pour 100. Prenant en considération les taux du change, en se basant sur la moyenne d'un certain nombre d'années, le gouvernement avait l'intention de garder cet argent en dépôt jusqu'au 1er janvier, et alors, comme le change devait être favorable, suivant les prévisions, de renvoyer l'argent de New-York à Londres. Cette opération nous eût permis d'encaisser un nouveau bénéfice sur le nouvel échange, et les deux sommes ainsi réalisées, ajoutées à l'intérêt sur notre dépôt, nous en-

M. FOSTER.

sont donné un intérêt beaucoup plus élevé que si nous eussions laissé notre argent à Londres.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Qu'est-il résulté de cette opération ?

M. FOSTER: Le résultat n'a pas été celui sur lequel nous comptions. L'an dernier, comme mon honorable ami le sait, le taux de change a été tout à fait anormal, par suite du retard de la récolte de coton, des hauts prix du blé, causés par la spéculation et qui ont empêché les expéditions et des importations considérables des Etats-Unis. Comme conséquence, il y a eu dans le change entre New-York et Londres une différence qu'on n'avait pas vu depuis de longues années, et l'on constata même une différence dans les fluctuations anormales de change, car lorsqu'arriva le 1er janvier, au lieu de l'état de choses ordinaire, on expédia l'or à Londres, et il n'y aurait pas eu d'avantage pour nous à y expédier notre argent. C'est sur ces entrefaites que nous avons fait des arrangements avec les banques, et ainsi que l'indique l'état que j'ai soumis à la chambre il y a quelques jours, une forte partie de cette somme est encore en dépôt dans les banques canadiennes, à 3 et $3\frac{1}{2}$ pour 100, pour jusqu'au 1er juillet 1889. Je ne crois pas que personne puisse faire, en matière financière, des calculs couvrant un certain nombre d'années en s'appuyant sur les résultats constatés d'une égale période, sans être exposé à voir ses calculs déjoués par l'opération de causes anormales. Ces causes ont, en effet, trompé nos calculs pour l'exercice courant, mais un fait reste acquis, c'est que lorsqu'il nous faudra renvoyer cet argent pour payer ce que nous devons à Londres, en tenant compte de toutes les charges et de l'intérêt que nous aurons reçu sur nos dépôts, le pire qui puisse nous arriver, c'est que sur le million d'excédant que nous avons eu pendant un an, nous n'aurons pas payé plus de 4 pour 100, ce qui n'est certainement pas plus que nous aurions eu à payer pour un emprunt temporaire contracté un an plus tard.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: L'honorable ministre me permettra-t-il de lui poser une question ? Le gouvernement s'était-il formellement engagé à se servir du fonds d'amortissement pour l'achat de ces 3 pour 100, et si oui, cette condition était-elle formelle ?

M. FOSTER: Mon honorable ami, si je comprends bien, demande si nous devons acheter —

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Allez-vous vous servir du fonds d'amortissement pour acheter de l'émission à 3 pour 100 ?

M. FOSTER: Je crois, autant que j'en suis informé, que nos placements au fonds d'amortissement consisteront en émissions du 3 pour 100.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Est-ce un engagement formel ?

M. FOSTER: Je ne crois pas que ce soit un engagement formel, je ne puis le dire avec certitude.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Peut-être que le prédécesseur de l'honorable ministre pourra le lui dire.

M. FOSTER: Mais je sais que c'est ce que nous faisons, et à mon avis, c'est ce que nous devons faire, car je crois qu'à tout prendre, c'est une opération avantageuse.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Peut-être l'honorable ministre pourra-t-il nous dire, ce soir, si c'était un engagement formel ou non. Car il y a une différence entre les deux cas.

M. FOSTER: Je serai en mesure de le dire, mais je ne crois pas que ce soit un engagement formel. Pour montrer la nature favorable de cet emprunt comparé aux emprunts négociés par d'autres pays pendant la même année, je vais lire le tableau suivant qui indique les emprunts effectués par divers pays en 1888, avec le taux de l'intérêt et le taux réalisé :

	Rmprunt	Pour cent.	Prix réalisé.
Victoria	£15,000,000	4	£108½
Mexique	3,700,000	6	78½
B.ésil	6,000,000	4½	97
Nouvelle Galles du Sud.....	3,600,000	3½	103-12-2
Inde	7,000,000	3	96-7-0
Queensland	2,600,000	3½	94-16-6
République Argentine.....	3,933,680	4½	87
Uruguay	4,265,300	6	82½

En ce qui concerne l'emprunt de l'Inde, nous le savons tous, il se rapproche beaucoup d'un emprunt contracté par le gouvernement anglais lui-même. Quelques-uns de ces pays offrent un bon terme de comparaison avec le Canada; la comparaison avec d'autres n'est peut-être pas aussi juste, mais comme l'indique le tableau, je crois que par comparaison avec les emprunts de tous ces pays, même de l'Inde, si on considère les circonstances qui se rattachent à un emprunt de l'Inde comparé à un emprunt colonial, le dernier emprunt effectué par le Canada peut être considéré comme très satisfaisant. Voilà pour l'emprunt.

Je sollicite maintenant l'indulgence de la chambre pendant que je vais traiter un autre sujet plus intéressant, le commerce du pays pendant l'année écoulée. En parlant du commerce du Canada, on ne peut s'empêcher de prendre en considération l'état des opérations commerciales et de la confiance du commerce en Angleterre et aux Etats-Unis, car ces deux grands pays avec lesquels nous faisons un commerce si considérable et qui, de leur côté, font un commerce si considérable avec le reste du monde, sont de fait les baromètres du sentiment commercial et de l'esprit d'entreprise commercial du monde entier. Je vois qu'en Angleterre l'année écoulée a été raisonnablement prospère, à tout prendre, et aux derniers avis, le commerce en Angleterre s'améliorait constamment. Il a été sûr et progressif et remarquablement exempt de spéculation et annoncent que les affaires y sont plus actives aujourd'hui que depuis nombre d'années.

Un grand élan a été donné au commerce maritime et à la construction des navires en Angleterre, comme dans notre propre pays, par l'élévation des taux de fret qui s'est produite depuis un an, et je remarque que le tonnage des navires construits en 1888 en Angleterre, est près du double de celui de 1886 et excède de beaucoup celui de 1887; le réveil de l'industrie de la construction des navires ou du commerce de transport a eu pour effet de stimuler la production du charbon, et les commandes des propriétaires et des constructeurs de navires ont causé une production considérable et une augmentation de gages pour ceux qui travaillent dans les mines. L'industrie du fer en a aussi bénéficié, et les expéditions de coton ont été plus considérables. Un indice assez exact de la situation en Angleterre est celui-ci : à la fin de 1887, vingt associations ouvrières comptant 197,000 membres accusaient 13,700 membres sans ouvrage, soit 7

pour 100; à la fin de 1888, vingt une associations comptant 249,000 membres n'en accusaient que 8,200 sans ouvrage, soit 3 pour 100. Dans toute l'Angleterre, d'après les dernières nouvelles, la confiance va grandissante et les espérances du commerce sont brillantes. On peut en dire presque autant du commerce des Etats-Unis. Les traits caractéristiques du commerce des Etats-Unis, l'année dernière, ont été la production considérable du fer en gueuse, l'état très satisfaisant de ses diverses industries, surtout de celle du coton et l'immense production du charbon anthracite, la plus forte, je crois, dans l'histoire du pays.

Quant à ce qui concerne le Canada, je crois que les honorables membres de cette chambre sont aussi renseignés que moi sur la situation du pays, et je ne leur apprendrai rien de nouveau en leur disant que partout le commerce s'est maintenu dans une moyenne satisfaisante et même au dessus, pendant l'année écoulée; bien que la récolte n'ait pas été des meilleures, les déficits, dans certaines parties du pays, ont été compensés par un rendement plus abondant dans d'autres parties, et dans tout le pays, par l'échelle de prix plus élevée qui a eu cours. Les industries manufacturières sont dans un état de prospérité raisonnable, celles des tissus particulièrement; car étant parvenues à disposer du stock considérable accumulé, comme c'était le cas d'ailleurs en Angleterre et aux Etats-Unis, les fabriques sont maintenant en pleine opération, avec des stocks réduits et des commandes en avant, ce qui est un état de choses beaucoup plus normal que d'avoir des stocks considérables.

Je vois qu'en Angleterre et aux Etats-Unis de même qu'au Canada, les prix ont augmenté, et on sus de cette élévation des prix, il y a des indices de l'augmentation des gages dans la grande industrie. Il est de notre devoir de nous rendre compte dans notre pays d'une chose aussi importante pour le commerce d'expédition, des provinces maritimes surtout, que celle de l'augmentation survenue dans le trafic maritime, et qui donne à cette industrie les espérances les plus encourageantes et permet aux propriétaires de navires de réaliser de beaux bénéfices.

Pour ce qui en est de notre commerce intérieur, la valeur totale a été: en exportations \$90,203,000; en importations \$110,894,631, une augmentation de \$587,189 dans les exportations, et une diminution de \$1,997,606 dans les importations, ce qui représente une diminution de \$1,310,417 dans le commerce total. Je constate qu'il y a une augmentation de nos exportations aux Etats-Unis, en France, en Portugal, aux Antilles, dans l'Amérique du Sud, en Chine et au Japon, en Australie et autres pays. Il y a eu diminution dans les exportations en Angleterre, en Allemagne, en Espagne, en Italie, en Hollande, en Belgique, à Terre-Neuve et en Suisse. Les diminutions sont peu importantes, à l'exception de nos exportations en Angleterre, et la diminution de notre commerce avec l'Angleterre est donc en grande partie due à une plus faible expédition de céréales et d'animaux pour des causes connues de tous. Je vois que le chiffre de nos exportations l'an dernier est le plus considérable, à l'exception des années 1831, 1882, 1883 et 1884. Le chiffre de nos importations est le plus élevé depuis la Confédération, à l'exception des années 1883, 1884, 1887, 1872, 1873, 1874, 1875. La balance du commerce est moins forte contre nous que l'année précédente, car cette année l'excédent des importations sur les exportations est de 18.6 en regard de 20.7 l'an dernier et d'une moyenne de 20.4 pour les six dernières années. Je n'entrerai pas dans la discussion de cette question rebattue de la balance du commerce, que je crois bien comprise par les députés des deux côtés de la chambre.

Je dirai, cependant, un mot sur ce que je crois être un point très important de comparaison, mais auparavant je vais citer un extrait d'un discours prononcé, je crois, par mon hon. ami de la gauche (sir Richard Cartwright) à Oakville, le 13 août 1888, et que j'ai trouvé dans le compte-rendu du *Globe*.

L'orateur disait :

Comment se fait-il que tandis qu'en 1871, le volume total du commerce du Canada représentait une valeur de \$317,000,000, en 1887, alors que notre population s'était accrue de 800,000 ou 9,000,000 âmes, en dépit de l'émigration et de la mauvaise administration du pays, au lieu d'augmenter, le volume du commerce est tombé à environ \$206,000,000 ? Comment se fait-il que, tandis qu'il y a 15 ans, nous avions un commerce total représentant \$58 par tête, nous n'avons plus aujourd'hui, d'après les chiffres de nos adversaires, qu'un commerce total représentant \$42 par tête ?

M. l'Orateur, je crois qu'il eut suffi à l'honorable député d'exercer sa propre intelligence et la propre connaissance qu'il avait des affaires commerciales, pour donner à cette question une réponse satisfaisante. Je désire en parler en ce moment parce que je considère que c'est une conclusion qui n'est pas rigoureusement juste, et qu'en comparant le commerce de 1873 à celui de 1887, il y a d'autres faits qu'il faut faire entrer en ligne de compte, car en examinant la valeur des marchandises dans ce pays, en Angleterre et aux Etats-Unis, et dans le monde entier, on constate que dans la série d'années écoulées depuis 1868, et je puis dire aussi de 1873 à 1884, l'année 1873 a été l'année dans laquelle les marchandises ont atteint la plus grande valeur, et que l'année 1887-88 a été celle pendant laquelle les marchandises ont eu le moins de valeur.

Il y a deux manières de comparer le commerce du pays. On peut le comparer sous le rapport de sa valeur et sous le rapport de son volume. Dans nos rapports, la comparaison est faite simplement au point de vue de la valeur et non à celui du volume ; et si, par exemple, le blé baisse de 50 pour 100 dans une année, comparée à une autre, le pays peut exporter le double dans l'année où les prix étaient les plus bas, et cependant d'après le tableau, notre exportation ne paraît pas plus considérable, et l'impression créée serait qu'il n'y a pas eu de production plus forte et qu'elle n'a pas donné lieu à de plus grands résultats.

J'ai ici un tableau préparé pour un certain nombre d'années, par M. Giffin, secrétaire du bureau de commerce en Angleterre, et dans lequel est indiqué la valeur d'articles désignés d'importation et d'exportation, pendant l'année 1873 et en mentant.

Voici comment ce tableau est préparé : M. Giffin obtient de la douane la valeur déclarée des marchandises entrées en douane et il prépare à l'aide de ces données, un tableau donnant la valeur comparative de ces marchandises. Ayant obtenu la valeur comparative pour 1873, il l'applique à l'année qu'il compare à 1873 et il obtient ainsi une juste comparaison du volume du commerce dans les différentes années d'après des valeurs égales. La question examinée à ce point de vue, nous voyons que le total des exportations de l'Angleterre, d'après la valeur déclarée a été, en 1879, de \$363,000,000 ; en 1883 de \$427,000,000 ; en 1884 de \$380,390,000 ; en 1885 de \$371,000,000 ; en 1886 de \$350,000,000. Ces chiffres sont d'après la valeur déclarée ; mais si nous ramenons cette valeur à la valeur de 1873, et que nous les comparions nous voyons, par exemple, que, tandis que la valeur déclarée des exportations de l'Angleterre de 1886 est de \$350,000,000, la valeur de ces mêmes exportations calculée d'après les prix de 1873, s'élève à \$509,000,000. C'est-à-dire que le commerce, au lieu de n'être que de \$350,000,000 en 1886, si les prix eussent été les mêmes qu'en 1873, aurait été de \$509,000,000. C'est-à-dire que le commerce, au lieu de n'être que de \$350,000,000 en 1886, si les prix eussent été les mêmes qu'en 1873, aurait été de \$509,000,000, ou plus de 50 pour cent d'augmentation du volume du commerce, comparé entre 1873 et 1886. Si on étudie les importations au même point de vue la valeur déclarée des importations en 1886 était de \$212,000,000 ; la valeur de ces mêmes importations aux prix de 1873 eût été de \$349,000,000. De sorte qu'aux prix de 1873, les exportations eussent été plus élevées de 45 pour cent et les importations de 64 pour cent comme on le verra par le tableau suivant :

M. FOSTER.

TABLEAU indiquant en millions de piastres la valeur des exportations et des importations d'articles non désignés et de tous les articles pour les années y mentionnées, tant d'après la valeur déclarée que d'après la valeur comparative aux prix de 1873.

	Exportations désignées.		Importations désignées.		Exportations totales.		Importations totales.	
	D'après la valeur déclarée.	D'après les prix de 1873.	D'après la valeur déclarée.	D'après les prix de 1873.	D'après la valeur déclarée.	D'après les prix de 1873.	D'après la valeur déclarée.	D'après les prix de 1873.
1873....	172 M	173 M	308 M	308 M	371 M	371 M	255 M	255 M
1879.....	122 "	174 "	289 "	349 "	363 "	438 "	193 1/2 "	273 "
1883.....	146 "	212 1/2 "	336 "	403 "	427 "	512 "	240 "	349 "
1884.....	140 "	208 "	300 "	383 "	390 "	498 "	233 "	346 "
1885.....	131 "	201 1/2 "	281 1/2 "	384 1/2 "	371 "	507 "	213 "	328 "
1886....	131 "	215 "	263 "	382 1/2 "	350 "	509 "	217 1/2 "	349 "
					45 p. c.	45 p. c.	64 p. c.	64 p. c.

Tout en admettant que nos tableaux indiquent que la valeur du commerce a été de tant en 1873 et de tant en 1886, il n'est que juste de pousser les recherches un peu plus loin et de s'enquérir s'il y a une baisse ou une hausse dans les prix entre ces deux années, pour se rendre compte du rapport qu'il y a entre la valeur du commerce de ces deux années, car à moins d'avoir les données, il n'y a pas de comparaison juste à établir, et il est impossible de donner un état exact du commerce du pays. Une comparaison des prix des différents articles en 1873 et en 1886, tels qu'ils nous sont fournis par la valeur déclarée à la douane anglaise, indique la baisse énorme qui s'est produite dans les prix à partir de cette année initiale de 1873, ainsi qu'on peut le constater par les chiffres suivants :

PRIX MOYENS des articles mentionnés, d'après la valeur déclarée à la douane en louis et décimaux de louis, et en chelins et décimaux de chelins.

EXPORTATIONS.	1873.	1886.	Diminution pour cent.
Fer en gueuse et puddlé	£ 124.65 ton.	£ 43.17	65
Fer à cornières, boulons et baguettes...	£ 13.77 "	£ 5.79	58
En barres et pour chemins de fer	£ 13.21 "	£ 5.13	61
Fil de fer	£ 23.62 "	£ 13.84	42
Fer galvanisé	£ 26.95 "	£ 12.07	55
Cercles	£ 14.58 "	£ 6.11	58
Articles en acier manufacturé	£ 69.55 "	£ 29.99	57
Laiton (de toute sorte).....	£ 5.99 qtl	£ 3.74	38
Plomb en saumon et en tuyau	£ 23.75 "	£ 13.85	42
Etain travaillé et non travaillé.....	£ 24.92 "	£ 13.55	46
Sucre raffiné	£ 30.02 "	£ 14.23	53
Laine (mouton et agneau)	21.18d lb.	10.07d	52
Flanelle	18.10d vgs	12.49d	31
Tapis.....	38.64d "	25.41d	34
IMPORTATIONS.			
Fromage.....	£ 2.99 qtl	£ 2.23	25
Blé	£ 13.01 "	£ 7.55	42
Orge.....	£ 8.89 "	£ 5.78	33
Avoine.....	£ 8.06 "	£ 5.89	27
Maïs.....	£ 7.06 "	£ 4.91	30
Farine de blé	£ 18.83 "	£ 11.20	41
Poisson	£ 27.94 "	£ 25.71	8
Etoupe et filasse de lin	£ 35.55 "	£ 23.57	34
Houblons	£ 4.91 "	£ 2.91	41
Saindoux	£ 44.37 "	£ 34.50	22
Minéral de cuivre	£ 16.54 ton.	£ 6.85	58
Régistres en cuivre	£ 40.80 "	£ 22.74	44
Pyrites de fer et de cuivre	£ 50.02 "	£ 36.98	26
Bois coupé	£ 3.24 cha.	£ 2.18	33
Scié et fendu.....	£ 3.08 "	£ 2.17	30
Douves.....	£ 9.98 "	£ 4.07	59

Voici maintenant ma prétention et je la crois évidente pour tout le Canada : il y a eu une baisse considérable dans les prix entre 1873, 1886, 1887 et 1888. Ces prix, relevés en Angleterre, peuvent raisonnablement servir de critérium pour déterminer la baisse ou la hausse des prix au Canada — non pas pour tous les articles, mais pour ceux dont nous faisons avec l'Angleterre un commerce, soit d'exportation, soit d'importation. Je crois donc que c'est une conclusion légitime à tirer, que de dire qu'on ne dit pas toute la vérité lorsqu'on mentionne le fait que le volume du commerce a été de \$217,000,000 en 1873, pendant qu'il n'a été que de \$201,000,000 en 1888, et qu'on cherche à en déduire la preuve que le pays, sous le rapport de son commerce, n'est pas aussi prospère qu'il l'était. Lorsqu'on veut faire cette comparaison, il faut aller plus loin et tenir compte du fait qu'il y a eu une baisse dans le prix des articles que j'ai mentionnés, que cette baisse a atteint la proportion indiquée par moi ; qu'il y a eu aussi une baisse plus ou moins considérable dans le prix des autres articles, et alors on arrivera à ce que je crois être une juste base de comparaison pour le commerce du pays, sous le rapport des avantages qui en découlent. Il faut mettre en ligne de compte le volume du commerce qu'on ne peut déterminer, qu'en établissant la valeur comparative des prix dans les différentes années. Il suffit, pour répondre à la question que posait l'honorable député, de dire que bien que la valeur des articles importés et exportés en 1873, ait été de \$217,000,000, le volume du commerce dans cette même année, comme on peut le voir facilement par les prix indiqués ci-dessous, a été beaucoup moins considérable que le volume du commerce en 1887, et que, conséquemment, la prospérité du pays, pour tout ce qui se rattache au développement du commerce, au point de vue de cette question du volume du commerce, a été plus grande en 1888 qu'en 1873.

Parlons maintenant du commerce extérieur du pays. Je crois qu'on peut discerner dans l'esprit de la population, et je remarquerai dans mes conversations avec les hommes d'affaires et en examinant les entreprises commerciales du pays, qu'il se développe une tendance à augmenter notre commerce extérieur plus que depuis un certain nombre d'années, et il y a à cela plusieurs causes que je vais mentionner.

Quelques DÉPUTÉS : Écoutez ! écoutez !

M. FOSTER : Mes amis de la gauche veulent bien m'appuyer dans cette déclaration, car si elle est vraie, comme je n'en doute pas, elle servira à les consoler d'une cause qu'ils ont perdue.

La tendance à agrandir notre commerce extérieur, se développe dans le pays et voici pourquoi : Il fut un temps où le commerce et les industries du pays, subissaient une crise, quand de 1874 à 1878 les portes du parlement étaient assiégées par les représentants de nos industries ruinées par le fait que les États-Unis venaient vendre ici leurs produits à perte. Ces représentants suppliaient les ministres d'alors de protéger nos industries et notre commerce contre une concurrence ruineuse. Pourquoi en agissaient-ils ainsi ? Parcoquo de 1866 jusqu'à cette époque, les deux gouvernements et les deux partis avaient fait inutilement des efforts sérieux et sincères pour que le commerce entre notre pays et les États-Unis, fût replacé sur la base de 1864, ou régi par une convention de réciprocité du même genre. Toutes ces négociations avaient échoué et, à la longue, les événements avaient amené une telle crise, que la population en vint bientôt à la conclusion que si nous ne pouvions pas obtenir un traité de réciprocité avec le pays voisin, nous devrions au moins adopter une politique nationale, développer nos propres industries, leur donner la protection nécessaire à cet effet, établir un commerce intérieur auquel nous avions été étrangers jusqu'alors et poser les bases qui nous permettraient d'arriver à un commerce extérieur, commerce qu'on

ne peut obtenir qu'après avoir posé les bases des industries indigènes et du commerce intérieur.

De même que le gouvernement conservateur est venu en aide à la population en 1878, lui a donné la mesure de protection nécessaire pour obtenir ses industries qu'il a encouragées et stimulées depuis 1879 jusqu'aujourd'hui, de même que le gouvernement est venu en aide au pays alors, de même le gouvernement actuel est disposé à lui venir en aide aujourd'hui et à réaliser, au meilleur de son jugement, le désir croissant qui se manifeste de voir ce pays obtenir, aujourd'hui que la prospérité commerciale est assurée à l'intérieur, un commerce extérieur avec les autres pays, de façon à pouvoir faire concurrence aux pays étrangers pour les divers articles que nous fabriquons et différents produits du sol. Le pays et le gouvernement ont toujours désiré étendre notre commerce avec les pays étrangers. En toute sincérité et franchise, on ne peut le nier. Quel que fût le gouvernement au pouvoir, quel que fût le parti en majorité, on a fait des tentatives continues et persistantes pour obtenir entre le Canada et les États-Unis de meilleures relations commerciales à l'aide d'une réciprocité également juste et avantageuse aux deux pays. Les négociations de 1866, 1869, de 1871 et de 1888 en font foi. Mais si nos voisins ne veulent pas trafiquer avec nous sur des bases justes et égales pour les deux pays, s'ils continuent comme dans le bill du sénat et dans le message présidentiel publié hier seulement, à s'entêter au tarif élevé dont ils entourent leur commerce, alors, M. l'Orateur, il est du devoir du Canada de se créer un commerce pour lui-même, de développer les vastes ressources naturelles qu'il possède, de fortifier les industries indigènes qui lui permettront d'étendre son commerce dehors et là, de faire la concurrence comme les Canadiens savent le faire.

Le gouvernement cherche à réaliser ce désir de notre population. Il y a au sud du Canada des pays disposés à commercer avec nous et chez lesquels nous pouvons établir un commerce très avantageux au Canada. L'Amérique du Sud avec ses gouvernements divers, ses immenses ressources naturelles et le besoin qu'elle a de certains articles dont nous pouvons lui fournir la meilleure qualité, est prête à commercer avec nous aux mêmes conditions qu'avec le reste du monde. Les Antilles, riches en éléments de commerce qui complètent les nôtres et manquant d'un grand nombre de produits et d'articles que nous pouvons leur offrir, sont un champ qui offre ce qui sera, croyons-nous, un commerce durable et profitable. Pour que ce commerce puisse se faire dans des conditions avantageuses, nous croyons qu'il faut non seulement établir des communications régulières avec ces pays, mais qu'il faut que ces communications soient rapides. Le gouvernement est disposé, et il en a donné la preuve, à réaliser le désir que manifeste la population d'avoir des relations commerciales avec ces pays et à établir un commerce profitable, et, à cette fin, il a mis dans les estimations budgétaires, comme nous l'avons vu, un crédit que le parlement sera appelé à voter pour organiser un service de steamers entre le Canada, l'Amérique du Sud et les Antilles. Je ne doute pas que si cette politique est mise à exécution d'une manière intelligente, comme je n'en doute pas, il est possible d'établir entre le Canada et ces pays un commerce considérable et profitable, même dans l'état actuel des tarifs en vigueur dans les pays concernés.

Bien loin à l'est de nous se trouvent la Chine et le Japon, et le gouvernement soucieux de la possibilité de développer dans cette direction un commerce déjà établi, s'est engagé à compléter le subside du gouvernement impérial en faveur d'une ligne directe de steamers entre le terminus du chemin de fer canadien du Pacifique sur la côte du Pacifique et ces pays. Depuis plusieurs mois déjà, le chemin de fer canadien du Pacifique possède des steamers sur cette ligne, et pendant ce court espace de temps, la possibilité d'établir un commerce profitable de ce côté a été amplement démontrée. Déjà, le surplus de production de nos filatures trouve un

marché avantageux dans ces contrées lointaines qui, il y a quelques années, étaient inaccessibles à tout commerce rémunérateur, mais avec lesquelles aujourd'hui, grâce au chemin de fer canadien du Pacifique et à l'esprit d'entreprise du pays en venant en aide à la construction de cette voie ferrée, et grâce à cette même compagnie qui a mis des steamers sur cette ligne, nous avons une des meilleures lignes de communication.

Puis, là-bas, sur l'océan Pacifique-sud, il y a un très-grand nombre d'îles qui ont certains besoins que le Canada peut remplir et certaines productions que le Canada peut importer. Et le gouvernement se propose de demander le concours du parlement pour l'établissement d'une ligne directe de communications entre notre côté ouest et les colonies de l'Australie et la Nouvelle Zélande; et l'on me permettra de déclarer ici, que des nouvelles reçues des colonies australiennes sont favorables à l'étude de la question de l'établissement de relations commerciales plus intimes entre le Canada et les vastes pays de l'océan du Pacifique-sud. D'un autre côté, nous avons sur l'Atlantique un service qui, depuis un certain nombre d'années, bien qu'il soit passablement bon, n'a pas été aussi bon qu'il devrait l'être, comparé aux lignes rivales qui font le service des grands ports des Etats-Unis; le gouvernement est à étudier aujourd'hui le meilleur moyen d'améliorer ces services et de l'organiser de telle façon, que les Canadiens n'aient pas honte de comparer leur service avec les lignes de paquebots qui desservent les ports de New-York, Boston et Baltimore.

Tous ces projets tendent au double but de développer notre industrie intérieure et d'étendre notre commerce au dehors. Nous avons réalisé le premier de ces buts, et aujourd'hui notre concurrence s'étend au delà de nos marchés indigènes et cherche des marchés profitables à l'extérieur; et, si le temps me le permettait, je pourrais citer à la chambre des faits que j'ai recueillis de la bouche de différents manufacturiers du pays et qui prouvent jusqu'à quel point ils ont, depuis trois ans, créé un débouché profitable pour leurs produits dans ces pays lointains dont je viens de parler. Je crois que c'est là la véritable politique du Canada, que nous devons d'abord nous occuper de notre pays, du perfectionnement de ses industries et du développement de ses grandes ressources naturelles, de vivre en harmonie et en paix avec nos voisins et tous les autres pays du monde; de ne pas nous laisser engager ni par les menaces de non-intercourse, ni par les flatteries du dehors, ni par les sophismes du dedans, à sacrifier notre indépendance commerciale à tout autre pays.

Avec une partie de ce continent, plus étendue que la république américaine et incommensurablement riche en ressources naturelles, avec une population que l'influence de notre climat rend la plus vigoureuse du monde entier; avec une production immense des grands articles d'utilité première que consomme et qu'utilise tous les autres pays, ayant devant nous un avenir de paix assuré par la protection du drapeau de la plus grande puissance de l'univers sur mer et sur terre, je crois que le Canada assurera son avenir en traitant toujours avec courtoisie tous les pays avec lesquels il est en relation et en travaillant avec persévérance au développement de sa propre politique commerciale, pour l'avantage de ses propres habitants, et d'un territoire qui sera plus tard la patrie de millions d'hommes.

Advenant six heures, la séance est suspendue.

SÉANCE DU SOIR.

M. FOSTER: Avant l'ajournement, j'en étais à parler du commerce du Canada et de son développement dans une direction particulière, c'est-à-dire, dans son commerce extérieur. Les livres bleus nous fournissent les tableaux de ce commerce et les données sur lesquelles nous devons nous appuyer dans nos calculs pour l'améliorer. Il est clair, cependant, que le commerce extérieur d'un pays n'est qu'un des grands éléments de la vie et de l'activité commerciale

M. FOSTER.

qui contribuent au développement et au transport des produits du lieu de production au lieu de consommation.

Il est une autre branche du commerce d'un pays, qui, sans être dans les commencements, aussi considérable et aussi importante, a néanmoins, dès le début, une importance propre, qui croît et grandit sans cesse avec le développement du pays. Ce commerce devient souvent, avec les années, non-seulement égal en volume au commerce étranger du pays, mais il acquiert sous certains rapports une plus grande importance, et influe davantage sur son développement. Nos rapports et nos statistiques ne nous donnent malheureusement qu'une idée très imparfaite du volume, de l'étendue, et du développement, d'année en année, de ce commerce intérieur, et nous n'avons d'autres informations à ce sujet que celles recueillies çà et là à des sources qui peuvent être sûres en elle-mêmes, mais qui ne nous permettent pas, à cause de leur dissémination, d'arriver facilement à un résultat général et à une conclusion sur laquelle on puisse compter pour comprendre toute l'étendue et l'importance de ce commerce. Nous pouvons cependant considérer comme certain qu'en 1867, lors de l'union des provinces, le commerce intérieur du pays, entre les provinces qui composent aujourd'hui la confédération, était fort restreint, et qu'il s'est accru très rapidement, comme j'espère le prouver, au point qu'il a atteint aujourd'hui un développement de la plus haute importance pour le pays, et qui mérite d'être étudié par tout ceux qui veulent apprécier loyalement notre progrès et arriver à de justes conclusions relativement aux effets de la politique que nous avons adoptée. Certaines circonstances rendaient impossible un échange considérable de notre commerce intérieur, en 1867. D'abord, ces provinces qui formaient les possessions britanniques de l'Amérique du Nord, en dehors de Terre-Neuve, étaient disséminées. Chacune d'elles avait son propre gouvernement, son propre tarif commercial; les espérances et les aspirations de chacune étaient circonscrites dans ses propres limites, et les moyens de communications qui existaient alors entre les différentes parties de chaque province, et entre les diverses provinces elles-mêmes, peuvent être comparés, sous le rapport de la qualité et de l'étendue, à ceux qui existent aujourd'hui, et leur infériorité a dû puissamment contribuer à empêcher un échange considérable de produits indigènes.

A part les tarifs hostiles et le défaut de communications, ces provinces n'avaient pas d'industries et ne se connaissaient pas entre elles. Pour établir un commerce intérieur et en retirer tous les avantages en unifiant un pays et en poussant par l'exemple et l'influence d'une région, d'autres régions à se mettre au niveau de l'offre et de la demande qui en résultent, il doit y avoir dans diverses parties du pays, des centres industriels qui concourent plus ou moins à développer les ressources de chaque région et à créer une offre et une demande interprovinciales. Ces centres créent une offre et une demande qui amènent un échange de produits et établissent un commerce intérieur. Outre ces industries dans chaque province, les diverses parties d'un pays doivent se connaître mutuellement. Or, en 1867, il n'en était pas ainsi. Les habitants des diverses parties de la Nouvelle-Ecosse avaient peut-être une bonne idée de ce qu'était la province de la Nouvelle-Ecosse en général. Ils connaissaient un peu le Nouveau-Brunswick, mais très peu en comparaison de la connaissance qu'ils en ont aujourd'hui. On peut dire la même chose de l'île du Prince-Edouard et de la Nouvelle-Ecosse, bien que ces provinces, situées plus à proximité l'une de l'autre, et pouvant être plus facilement traversées, eussent des rapports et des intérêts mutuels plus considérables que ceux qui existaient entre les provinces maritimes et le centre de la Confédération, ou entre le centre de la Confédération et les provinces de l'extrême ouest. De sorte que, si l'on tient compte de tout cela, il est impossible qu'il y ait eu un commerce intérieur très considérable, et l'on peut juger passablement des progrès qui se sont ac-

compris sous ce rapport, en étudiant le développement des communications, la multiplication des moyens de transport entre les provinces et les différentes parties de chaque province.

Depuis lors, toutes les provinces ont été réunies sous un même gouvernement; elles ont été reliées entre elles par des voies de communication s'étendant des parties les plus reculées de l'est à la côte du Pacifique, et pénétrant, par des centaines de directions, dans toutes les parties du pays; et toutes ces voies de communication ont eu sur le développement des régions qu'elles traversent, une influence qu'on ne saurait exagérer, de même qu'elles ont facilité la continuité du commerce et des relations de tout le pays. Si nous avions la statistique complète du commerce intérieur du Canada, je crois qu'elle serait aujourd'hui pour nous une révélation, et que nous attacherions un plus grand prix à cette augmentation de commerce intérieur, au lieu de tant travailler à accroître notre commerce étranger, lorsque nous connaissons l'étendue de ce courant qui vivifie toutes les parties de la Confédération.

Nous pouvons néanmoins obtenir ces informations de diverses sources. Il y a quelques mois, une commission du travail, nommée par le gouvernement fédéral, a siégé à diverses époques et dans diverses parties du Canada. Cette commission a étudié la condition du travail et les rapports qui existent entre le capital et le travail dans les diverses industries; et au cours de son enquête, elle a recueilli une foule de renseignements de la plus grande utilité, qu'elle a compilés dans son rapport, et dont l'étude nous aidera à comprendre plusieurs de ces questions mieux que nous n'avons pu le faire jusqu'à présent. J'ai ici quelques extraits du rapport basé sur les renseignements recueillis par cette commission. Avant de parler des articles auxquels j'ai fait allusion, je constate que, d'après les états fournis par le chemin de fer Intercolonial, le commerce entre les provinces maritimes, celles de l'ouest et l'extrême ouest, s'est amélioré constamment. Les rapports de l'an dernier établissent que les provinces maritimes ont expédié aux provinces de l'ouest de la houille, du poisson, du sucre raffiné, des cotonnades, des engins de pêche, de la quincaillerie, des articles en bois, des chapeaux en cuir, des étoffes, des lainages, du chocolat, de la colle, des nouveautés, des savons, des pommes de terre, des avoines, de l'amidon, des articles en fer, des bestiaux, des machines, des chaussures, de la pierre de construction, du foin, des arbres fruitiers, du plâtre, du bois de construction, des meules, et plusieurs autres articles de moindre valeur. Nous voyons que les provinces du Saint-Laurent ont expédié des articles en fer, des farines, des menus grains, des avoines, de l'orge, du maïs, des viandes, des instruments aratoires, des boiseries, des grillages en fil métallique, des faïences, des peintures et des couleurs, des peaux vertes, des fromages, et divers autres articles.

La filature de coton de Marysville, établissement considérable situé près de Frédéricton, dit avoir, en 1883, plus que quadruplé ses ventes de l'année précédente aux provinces de l'ouest. La compagnie des forges d'acier de New-Glasgow, Nouvelle Écosse, dit qu'elle a fait pour près d'un million de piastres de ventes pendant les cinq dernières années, et que son établissement progresse constamment; le volume de sa production de l'année dernière a dépassé de 35 pour 100 celui de l'année précédente, et les ventes aux provinces de l'ouest continuent à augmenter. La filature de coton de Saint-Jean a expédié aux provinces de l'ouest pour une valeur de \$400,000 à \$1,000,000 de sa production pendant les quatre dernières années, et ses ventes à ces provinces en 1888 ont dépassé de 70 pour 100 celles de 1886. La filature de coton de Moncton dit que ses ventes aux provinces de l'ouest augmentent constamment. La raffinerie de sucre de Moncton dit avoir vendu aux provinces de l'ouest 13,296,000 lbs. de ses produits. La filature de coton de Yarmouth dit que ses ventes aux provinces de l'ouest ont été, en 1888, de 20 pour 100 plus élevées qu'en 1887.

Si maintenant je consulte le rapport de la commission royale du travail, j'y trouve les renseignements suivants pour ce qui regarde la province du Nouveau-Brunswick: M. R. Butter, de Saint-Jean, dit: "La demande de pierre canadienne augmente." M. Sutherland, de la carrière de Frenchport, dit: "Nous avons expédié de la pierre à Ottawa et à Hamilton, et des meules à Montréal." Epps, Dodd et Cie, des carrières de granit de Saint-George, disent: "Les deux tiers de notre production vont dans Ontario." M. Broad, de la manufacture de haches et d'instruments tranchants de Saint-Stephen, dit: "Nous expédions nos marchandises à la Colombie anglaise et à Montréal et nos agents à Montréal les vendent dans toutes les parties des provinces de Québec et d'Ontario." M. Coutts, des carrières de granit de Saint-George, dit: "Nous écoulons la plus grande partie de notre production aux États-Unis et dans Ontario." M. Fowler, fabricant d'instruments tranchants, de Saint-Jean, dit: "Je vends des ressorts et des essieux à Montréal." M. M. Allison, de Saint-Jean, fabricants d'articles de nouveauté et de chemises, disent: "Nous vendons toutes nos marchandises à Montréal et dans les provinces maritimes." M. Brown, sellier, dit: "Nous n'employons que des cuirs des provinces de l'ouest, ces peaux du nord-ouest sont les meilleures." M. Barnham, fabricant de meubles, dit: "Nous prenons en Canada une partie du bois que nous employons. Nous nous procurons dans Ontario et la Nouvelle-Écosse les meubles que nous ne fabriquons pas nous-mêmes." M. McAvity, de Saint-Jean, fondeur de lait, dit: "Nous vendons la plus grande partie de nos articles dans Ontario." M. Connors, de la corderie de Saint-Jean, dit: "Nous expédions dans Ontario et au Manitoba une grande quantité de ficelle à relier." Un carrossier dit: "On importe très peu de voitures américaines à Saint-Jean. Il y a quelques années, on en importait une grande quantité." M. Edgcombe dit: "Nous achetons nos voitures à Guelph et à Montréal." M. Robinson, carrossier, dit: "On importe très peu de ressorts américains aujourd'hui. Nous prenons les soufflets de cuir dans les provinces d'en haut; d'autres parties de voitures à Galt et à Guelph. Nous importons même d'Ontario." M. Shaw, carrossier, dit: "Nous vendons nos voitures dans toutes les provinces maritimes et nous en avons même vendu dans Ontario." M. De Wolfe, de Saint-Stephen, carrossier, dit: "Il y a une grande amélioration dans les couleurs canadiennes, et je crois qu'elles outiennent avantageusement la comparaison avec celles de n'importe quel pays. Cette année, nous avons principalement employé les couleurs canadiennes." M. Ganong, confiseur, dit: "Nous considérons que le sucre canadien égale en tous points le sucre américain. Le prix moyen en a été moins élevé qu'aux États-Unis. Nous employons surtout le sucre canadien." M. Bell, fabricant de cigares, de Saint-Jean, dit: "Nous vendons et expédions des marchandises dans la province de Québec." M. A. Gibson, de Marysville, fabricant de cotonnades, dit: "Nous écoulons nos marchandises dans toutes les parties du Canada—au Manitoba, dans la Colombie anglaise, dans Ontario et Québec." M. Hazeltrest, fabricant de l'Excelsior, dit: "Nous avons expédié l'Excelsior à Montréal." M. Russell, fabricant de bobines, dit: "Nous avons expédié notre Excelsior dans les diverses parties du pays, jusqu'à Toronto." M. Macfarland, fabricant de menue quincaillerie, dit: "Nous vendons dans tout le Canada, jusque dans la Colombie anglaise." M. Ketchum, du laminoir de Coldbrook, dit: "Nous vendons la plus grande partie de notre fer dans les provinces maritimes et dans celle de Québec." M. Leeth, fabricant de sacs de papier, dit: "Nous prenons à Montréal le papier et le carton dont nous avons besoin pour nos sacs et nos étiquettes. Nous les trouvons à meilleur marché et tout aussi bons que ceux importés." M. Moore, fabricant de clous, de St-Jean, dit: "Notre commerce avec l'ouest est restreint, mais nous avons vendu des articles en cuivre à

Toronto et à Montréal." M. Thompson, fabricant de peintures, dit: "Nous trouvons à écouler nos produits dans toutes ces provinces et jusqu'en bas de Québec." M. Nelson, fabricant de papier, dit: "Nous faisons des robes dans l'ouest, à Toronto" M. O'Neill, fabricant de chaussures, dit: "Nous achetons notre cuir dans Ontario. Je constate une grande amélioration dans les marchandises canadiennes." M. Henderson, fabricant de manteaux de cheminée et de grilles, dit: "Nous trouvons un marché à Ottawa et à Montréal." M. Stephens, fabricant de bonneterie, dit: "Nous achetons une quantité considérable de bon fil dans la province de Québec." M. Vroom, fabricant de pantoufles et de larrigans tannés à l'huile, dit: "Nous vendons nos marchandises surtout dans Ontario et Québec, et achetons des cuirs dans Ontario" M. Young, fabricant d'écrous et de boulons, dit: "Nous vendons à Montréal la plus grande partie des rivets que nous fabriquons. Nous pouvons faire la concurrence aux établissements de Toronto et de Montréal, et notre commerce augmente sans cesse."

Citons quelques exemples de la Nouvelle-Ecosse: M. Allison, de l'établissement de J. P. Abott, dit: "La consommation du chocolat dans tout le Canada a augmenté constamment depuis quelques années." M. Boak, marchand de poisson, d'Halifax, dit: "Nous expédions de 200 à 250 tonnes de poisson frais durant la saison, dont la plus grande partie aux provinces de l'ouest." M. Oland, brasseur, dit: "Nous faisons venir d'Ontario environ 500 boisseaux de malt par semaine." M. O'Mulih, brasseur, dit: "Nous achetons notre malt dans Ontario." M. Smallwood, de la fabrique de patins "Arme," dit: "Nous vendons nos patins dans tout le pays." M. Stairs, de la corderie de Dartmouth, dit: "Nous expédions des cordes dans Ontario, et de la ficelle à reliure dans Ontario, le Manitoba et le Nord-Ouest." M. Turnbull, de la raffinerie de sucre de la Nouvelle-Ecosse, dit: "75 pour 100 de notre production s'écoulent dans le Canada, dans toute la Confédération." Ce ne sont là que quelques exemples du volume considérable et croissant du commerce que nous constaterions par une étude plus soignée et plus approfondie, commerce qui se développe sans cesse, entre les parties extérieures du Canada, principalement entre les provinces maritimes et celles de l'ouest.

Si nous prenons encore comme indice de ce commerce la statistique du chemin de fer Intercolonial, la grande voie de communication entre les provinces maritimes et l'ouest, nous trouverons une série de chiffres très intéressants. J'en ai réuni quelques-uns, que je lirai à la char-bro. En 1876-77, le poids des marchandises transportées sur l'Intercolonial a représenté 421,327 tonnes; en 1887-88, il a été de 1,275,955 tonnes, soit une augmentation de 202 pour 100. En 1876-77, 254,710 barils de farine ont été transportés sur ce chemin, et en 1887-88, 845,750, soit une augmentation de 314 pour 100. En 1876-77 la quantité de grains transportée a été de 292,852 boisseaux, et en 1887-88, elle s'est élevée à 1,211,540 boisseaux, soit une augmentation de 314 pour 100. En 1876-77, 58,086,474 pieds de bois de construction sont passés par cette ligne, et en 1887-88, 126,414,819 pieds, soit une augmentation de 238 pour 100. En 1876-77, 37,414 têtes de bétail ont été transportées par cette voie, et 90,439 en 1887-88, soit une augmentation de 141 pour 100. La quantité d'autres articles de commerce transportés en 1876-77, a représenté un poids de 311,756 tonnes, et en 1887-88, un poids de 877,395 tonnes, soit une augmentation de 181 pour 100. Le nombre des voyageurs transportés en 1876-77, a été de 613,420, et en 1887-88, de 995,194, soit une augmentation de 62 pour 100. Les recettes ont été de \$682,549 en 1876-77, et de \$1,778,539 en 1887-88, soit une augmentation de 160 pour 100. Les frais d'exportation ont été de \$96,175 en 1876-77, et de \$2,065,538 en 1887-88, soit une augmentation de 139 pour 100. En 1874 on a expédié de Halifax et de Saint-Jean, par cette voie, 21,538 tonnes de sucre brut, et en 1888, on a expédié 23,742 tonnes, soit une augmentation de 10

M. FOSTER.

pour 100. La quantité de sucre raffiné expédié d'Halifax, Moncton et Dartmouth a été de 20,796 tonnes en 1884, et de 30,917 tonnes en 1888, soit une augmentation de 49 pour 100. La quantité de houille expédiée de la Nouvelle-Ecosse à la jonction de la Chaudière, a été de 112,898 tonnes en 1881, et de 184,862 en 1888, soit une augmentation de 64 pour 100. Je crois, M. l'Orateur, que personne ne peut lire ce tableau d'augmentations et de proportions d'augmentation sans être frappé du développement énorme du trafic sur cette grande voie ferrée, qui relie les provinces maritimes à celles de l'ouest.

M. CHARLTON: Avant que le ministre passe à un autre sujet, je désire lui demander s'il y a une estimation quelconque du volume, en piastres, de notre commerce intérieur pendant le dernier exercice.

F. FOSTER: Pas que je sache; il est impossible d'en faire l'estimation. Nous n'avons pas de statistique qui nous fournisse ces détails; nous pouvons seulement obtenir des bribes de renseignements, et en tirer des conclusions du mieux qu'il nous est possible. J'ai ici une liste des principaux articles transportés sur le chemin de fer Intercolonial, des provinces de l'ouest aux stations de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick:

Articles.	Tonnes.
Fer et articles en fer.....	1,372
Farine et grains.....	61,369
Son et recoupes.....	5,231
Avaines.....	501
Orge.....	280
Mais, pois et fèves.....	2,109
Beurre, fromage et saindoux.....	421
Foin et paille.....	304
Viandes.....	1,552
Cuir et peaux.....	404
Marchandises.....	19,525
Pierre et ardoise.....	73
Sel.....	55
Machines et instruments aratoires.....	944
Boiseries, meubles, etc.....	665
Bétail.....	7
Fil métallique et grillage en fil métallique.....	87
Faïence.....	143
Huiles, peintures et goudron.....	1,845
Conserves.....	53
Bois et matériaux de construction.....	1,424
Fruits et légumes.....	259
Otonnades.....	988
Poisson.....	22
Chaux et ciment.....	305

Laissons de côté les renseignements que nous fournissent ces chiffres sur l'augmentation du commerce entre les provinces maritimes et celles de l'ouest, par la voie de l'Intercolonial, et examinons un instant ce qui se passe sur un autre élément et par un autre mode de transport; je veux parler du cabotage du Canada. J'ai ici un tableau qui satisfera autant, je crois, le canadien qui s'enorgueillit des progrès de son pays, que doivent les faire les chiffres que j'ai cités relativement au trafic du chemin de fer Intercolonial

—	1879.	1888.	Augmen- tation.	Pour 100.
Cabotage du Canada.....	\$12,066,683	\$18,789,279	\$6,722,596	56
do de l'Atl. et du Golfe.....	5,683,447	10,863,329	5,179,882	91
Tonnage des steamers.....	9,991,465	14,677,355	4,985,790	51
do voiliers.....	2,375,218	4,112,024	1,736,806	73
Hommes employés.....				
do Atlantique.....	604,305	876,954	272,649	45
et Golfe.....	278,261	528,306	250,055	80
Cab. de la côte du Pac.....	223,707	1,434,266	1,211,559	541
Hommes employés.....	15,635	58,991	43,356	276

Nous voyons par ce tableau que le tonnage des steamers a augmenté de 50 pour 100 durant ces périodes. L'augmentation du tonnage des voiliers a été de 73 pour 100, ce

qui prouve que, bien qu'il y ait une forte augmentation dans le tonnage des steamers employés au cabotage, les voiliers l'emportent néanmoins sur ces derniers pour ce qui regarde le cabotage. Ces chiffres et ces progrès, tout en étant propres à réjouir le peuple canadien en général—car aujourd'hui tous les Canadiens s'intéressent à chaque partie du pays—doivent réjouir particulièrement les représentants et la population de la Colombie anglaise, qui sont si fiers de leur belle province et qui comptent tant sur son développement. Nous avons, M. l'Orateur, dans le développement du commerce de houille, un autre indice auquel nous pouvons nous fier, jusqu'à un certain point. Vu sans dire que la production de la houille et la fabrication du fer sont activées par certaines causes. La production de la houille en Canada, qui avait été de 623,392 tonnes en 1868, s'est élevée à 2,449,793 tonnes en 1888, grâce à l'immense augmentation qui a eu lieu principalement dans la Nouvelle-Ecosse et au Cap-Breton, ainsi que sur la côte du Pacifique, bien que les gisements de houille que renferme le Nord-Ouest soient avantageusement exploités sur plusieurs points, et que la production augmente considérablement dans l'ouest, ou dans la partie centrale de notre pays.

Nous voyons aussi par le trafic du chemin de fer du Pacifique canadien, cette grande ligne qui relie notre réseau central de voies ferrées à la côte du Pacifique, que l'accroissement du trafic interprovincial est satisfaisant. En 1885, 1,996,355 tonnes de marchandises ont été transportées sur cette voie ferrée, et 2,508,600 en 1888. Le nombre de voyageurs que ce chemin a transportés en 1885 a été de 1,660,719; en 1888 il s'est élevé à 2,289,800. Les recettes de ce chemin ont été de \$3,368,493 en 1885, et de \$13,195,535 en 1888. Le tonnage interprovincial des marchandises transportées de Port Arthur à l'est et à l'ouest, pendant les onze mois de 1887-88, se repartit comme suit: en 1887, 176,421 tonnes; en 1888, 278,213 tonnes, soit une augmentation de 101,792 tonnes durant ces onze mois.

Le fret asiatique nous fournit aussi une indication de l'activité de nos industries indigènes, dans les exportations faites à l'étranger, et je crois qu'il ne sera pas sans intérêt pour la chambre de connaître la statistique à ce sujet. En 1887, le fret venu de l'Asie et à destination de l'Asie a été de 11,589 tonnes; en 1888, il a été de 13,048 tonnes. En 1887 on a transporté 13,803,022 lbs de thé; et en 1888, 13,444,269 lbs. La quantité de soie transportée a été de 466,687 lbs en 1887, et de 475,014 lbs en 1888. En 1887, marchandises générales, 2,383,163 lbs; 1888, 2,056,788 lbs. En 1887, cotonnades, 5,798,173 lbs; 1888, 8,826,772 lbs. En 1887, machines, 55,591 lbs; en 1888, 467,539 lbs. En 1887, marchandises générales, 486,608 lbs; en 1888, 298,037. En 1887, cotonnades provenant des fabriques canadiennes, 1,742,205 lbs; en 1888, 2,009,947. Ces chiffres confirment l'assertion que j'ai faite au commencement de mes remarques, qu'il y a eu une augmentation prononcée dans l'exportation des produits des fabriques canadiennes de coton, à destination de la Chine et du Japon. Pour montrer le mouvement des grains du Manitoba et du Nord-Ouest, sur le chemin de fer du Pacifique canadien, je dirai qu'en 1887 on en a expédié de ces contrées, sur la ligne en question, 11,711,160 boisseaux, tandis que le mouvement local au Manitoba a été de 1,248,219 boisseaux, soit un total de 12,959,379 boisseaux transportés sur le chemin de fer du Pacifique canadien pendant cette année-là.

D'après ces indications qui, après tout, ne sont que partielles, je crois que nous avons raison de prétendre que le développement du commerce intérieur du Canada a marché de pair, comme cela était naturel, avec la colonisation de nouvelles régions, avec l'établissement d'industries nouvelles, et surtout avec l'ouverture de voies de communication plus faciles entre les parties reculées des mêmes provinces et entre les diverses provinces de la Confédération.

Je n'ennuierai pas la chambre davantage en poursuivant l'étude de ce sujet, bien qu'à mon avis les chiffres recueillis

avec beaucoup de peine et de difficulté ne puissent manquer d'être instructifs et intéressants pour la population de tout le pays. Avant de terminer, M. l'Orateur, qu'il me soit permis de signaler à la chambre un extrait d'un discours prononcé à Oakville, en 1888, par le chef de l'opposition. Voici les paroles que le *Globe* a prêtées à l'honorable député en cette circonstance. Elles renferment, à mon avis, une assertion extraordinaire :

Il y a maintenant 21 ans que la Confédération existe. Nous l'avons établie dans l'espoir—n'est-ce pas?—comme on le disait alors, d'unir les provinces anglaises du continent américain, de les attacher entre elles par les liens d'une affection et d'une fierté communes, et d'en faire une nation. C'était notre rêve, c'est l'espoir que l'on a souvent exprimé. Or, je demanderai à n'importe lequel de ceux qui m'écoutent en ce moment, quelles qu'aient pu être par le passé ses préférences politiques, qu'il ait été jusqu'à présent conservateur ou réformiste, de jeter un regard en arrière et de dire jusqu'à quel point nous avons réussi dans la tâche entreprise il y a 21 ans. La pénible réponse, M. le président, doit être que nous n'avons pas avancé d'un iota.

La chambre comprendra, de même que le pays, pourquoi j'ai qualifié d'extraordinaire cette assertion, de la part d'un homme expérimenté en affaires politiques et que je crois imbu—j'aimerais du moins le croire—de ce patriotisme qu'un homme d'Etat canadien doit avoir. Qu'affirme-t-il? Premièrement, que nous avons entrepris d'unir les provinces anglaises du continent américain. Nous n'avons pas avancé d'un iota sous ce rapport, dit l'honorable député. Deuxièmement, que nous avons entrepris de les attacher entre elles par les liens d'une affection et d'une fierté communes. Nous n'avons pas avancé d'un iota sous ce rapport, dit l'honorable député. Troisièmement, que nous avons entrepris d'en faire une nation, et nous n'y avons pas réussi. Je crois, M. l'Orateur, que le député capable de faire une pareille assertion, en présence des progrès accomplis par cette confédération depuis 21 ans, a dû fermer les yeux sur toutes les parties de l'histoire qu'il avait devant lui, s'il n'a pu voir les progrès accomplis dans tout le pays vers l'union intime de ces provinces éparses. Je crois qu'il a dû fermer l'oreille au bruit du progrès qu'il aurait entendu, s'il avait écouté, dans toutes les parties du pays, et qui lui aurait montré, avec chaque coup de marteau, avec chaque révolution de roue, les intérêts mutuels qui s'enchaînent, et qui concourent à rendre ces populations dépendantes les unes des autres, et indispensables aux besoins les unes des autres, et à les unir par les liens de l'union commerciale, ainsi que l'union sociale et politique. Permettez-moi, M. l'Orateur, d'examiner un peu en détail ces propositions. L'honorable député a dit, en premier lieu, que nous n'avons pas fait le moindre progrès dans nos efforts pour unir ces provinces. L'étranger venu au pays en 1867, qui a visité alors les provinces canadiennes, et qui revient aujourd'hui visiter le Canada, ne peut, je crois, manquer d'être frappé du grand contraste qui existe sous tous les rapports, et particulièrement entre la condition actuelle du pays, et sa condition en 1867. A cette époque, nous avions des provinces éparses, avec des tarifs hostiles, sans moyens de communication. Pendant sept mois de l'année, la population des provinces maritimes n'avait accès aux provinces de l'ouest qu'en traversant un territoire étranger, et pendant le reste de l'année, en faisant un long détour par la mer. La population des deux provinces centrales du pays n'avait accès à la grande contrée du Nord-Ouest, qu'en passant partie sur un territoire étranger, partie sur le territoire canadien, par eau, ou par terre, et dans ce dernier cas en voiture.

Le Nord-Ouest lui-même était un pays inconnu; il était inconnu même du petit nombre d'habitants établis dans quelques-unes de ses régions. Il était aussi inconnu que le centre de l'Afrique, des populations des provinces maritimes et de la plupart des habitants des deux provinces centrales. Les montagnes qui s'étendent vers le nord et le sud, entre la Colombie anglaise et le Nord-Ouest, empêchaient toute communication entre ces deux contrées. Mais que voit-on maintenant? L'étranger qui vient ici aujourd'hui trouve

les choses dans un état très différent. Il voit la Nouvelle-Ecosse sillonnée presque en tous sens de chemins de fer. Il voit le Nouveau-Brunswick également sillonné de chemins de fer, dont l'étendue dépasse probablement celle des voies ferrées de n'importe quel pays de l'univers, proportion gardée de la population. Il voit de longues et magnifiques lignes de chemin de fer s'étendant de Halifax à Montréal, puis de Montréal à la côte du Pacifique, et aboutissant à l'est et à l'ouest, à des lignes de steamers, le tout formant une voie de communication qui relie les grands pays de l'ouest de l'Europe aux grandes contrées orientales de l'Asie, par la route la plus courte et la meilleure pour une portion considérable du commerce et la plus forte partie du trafic des voyageurs entre ces deux grandes divisions de l'univers.

Autrefois, M. l'Orateur, il avait vu différents gouvernements, différents tarifs; il avait vu les espérances et les pensées de chaque province renfermées dans les limites de celle-ci, sans un grand avenir en perspective; et aucun de ceux qui étudient l'histoire passée ou présente du pays, ne manquera de constater l'immense effet et la puissante influence de développement que produit sur un jeune pays l'espoir d'un avenir susceptible d'expansion. Faites croire que l'avenir ne réserve rien en fait de grand développement ou d'état national, qu'il n'y a pas d'espoir, et vous aurez élevé une des plus fortes barrières contre la puissance d'expansion d'un pays. Aujourd'hui, les habitants de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, de l'île du Prince Edouard, d'Ontario, de Québec et de toutes les autres provinces ne considèrent pas autant qu'ils sont retenus dans les bornes de leurs provinces respectives, mais ils croient et sentent qu'ils sont maintenant citoyens d'un plus vaste pays; qu'ils sont citoyens d'un pays plus grand, on étendue et en ressources, que la plupart des pays de l'univers, et inférieur à un très petit nombre d'entre eux; et ils agissent conformément à cette croyance et à ce sentiment. Nous vivons aujourd'hui sous un même gouvernement; nous avons la puissance d'union qui découle d'une même littérature politique; nous avons toute cette puissance d'union qu'engendrent un commerce et des rapports communs d'un bout à l'autre du pays, sur les lignes bien fréquentées, et je trouve simplement étonnant qu'un homme doué d'intelligence et de patriotisme puisse, dans une partie quelconque du Canada, dire, en 1888, que pour ce qui est d'avoir uni les provinces ensemble, on n'a fait aucun progrès de 1867 à 1888.

Cet honorable député a dit, en deuxième lieu, que ce que l'on s'était proposé avait été d'unir le peuple par les liens d'une affection et d'un respect mutuels, et que l'on n'avait fait aucun progrès dans ce sens. Je diffère d'opinion avec mon honorable ami sur ce point, et cela, de la manière la plus absolue. En ma qualité d'habitant du Nouveau-Brunswick, je confesse que j'éprouve à l'égard de mon honorable ami du respect et de l'affection, pour sa bienveillance, son esprit cultivé, et, M. l'Orateur, il est très probable que je ne l'aurais jamais connu si ces provinces n'avaient pas été unies, et que, dans ce rapprochement graduel d'habitants des différentes parties du pays, je ne l'eusse pas rencontré. Ce qui s'est passé dans ce cas particulier, n'est qu'un exemple de ce qui arrive chaque jour, car les habitants d'une partie du pays font la connaissance des habitants d'une autre partie, auxquels ils seraient toujours restés étrangers si les provinces n'avaient pas été réunies en un seul pays, avec un même gouvernement, des rapports communs et un centre politique commun. Il est très difficile d'analyser et d'apprécier toute l'importance de ce qui se passe sous cette forme tranquille. Chaque visiteur, habitant une partie reculée d'une province, ou qui va des vieilles provinces dans l'extrême ouest, reçoit des impressions dont se ressentent, à partir de ce moment, les rapports de toute sa vie, et qui, agissant sur plusieurs personnes de la même manière que sur une seule, contribueront plus que nous ne le croyons à faire de nous un peuple homogène et à unir par les liens

M. FOSTER.

d'affection et d'estime mutuelles les habitants de ce pays, qui vivent sous un même gouvernement.

L'honorable député a dit que l'on s'était proposé, dès le début, de créer une nation. Ce qu'il a voulu dire par là, soit qu'il ait prétendu que le pays devait acquérir graduellement la vitalité plus grande, les sentiments plus généreux, la confiance et la fierté qu'engendre une grandeur, croissant constamment, ou qu'il ait voulu parler de l'indépendance, je l'ignore. Je sais cependant que, pour ce qui regarde tous les éléments essentiels au développement d'une nationalité et de la grandeur d'un pays, il s'est fait au Canada, depuis 1867 jusqu'à 1888, un travail simplement merveilleux par son ampleur, sa force, de même que par ses résultats. Quels sont les éléments d'une vie nationale, soit qu'on veuille parler d'une vie nationale indépendante, ou de celle d'une grande moitié de continent comme la nôtre, unie par les liens de l'affection, du sang et d'une même nationalité à d'autres pays aussi vastes et à la population plus considérable, appartenant tous à un grand empire? Ce sont de grandes ressources, de grandes industries, un grand trafic, et le grand développement qui en résulte. Examinons les ressources du pays. N'y a-t-il pas eu une révélation, sous ce rapport, de 1868 à 1888?

M. MILLS: Pas le moins du monde.

M. FOSTER: Pas le moins du monde, dit mon honorable ami. Il n'y en aura jamais tant qu'un Bourbon, comme mon honorable ami de Bothwell (M. Mills) sera juge de ce qu'a été une révélation. N'y a-t-il pas eu pour le peuple canadien, depuis 1868 jusqu'à présent, une révélation des grandes ressources de ce pays?

M. LANDERKIN: La dette nationale.

M. FOSTER: N'y a-t-il pas eu une révélation des immenses ressources en terres qui appartiennent au pays et de la puissance de production du sol que ne soupçonnaient pas les habitants de ce pays, lors de l'établissement de la Confédération? Les immenses ressources de nos mines et de nos minéraux?

Mon honorable ami qui siège en face de moi (M. Charlton) fait partie depuis quelques mois d'une commission sur les mines qui a visité le nord, le sud, l'est et l'ouest. J'ai lu des discours de cet honorable député, et des rapports de recherches de cette commission, et je crois avoir raison de dire que, depuis six mois, les ressources et la variété des riches mines du pays ont été pour lui une révélation. Au Nord-Ouest et dans certaines parties des vieilles provinces, ces ressources se découvrent graduellement, et aujourd'hui, il est évident pour tout le monde que le Canada renferme des ressources immenses, qui contribueront énormément, avec le temps, à accroître la richesse du pays.

M. LANDERKIN: Oui, si nous pouvons les faire exploiter.

M. FOSTER: Les grandes industries n'ont-elles pas augmenté depuis 1863, M. l'Orateur? Cette question a été discutée si souvent dans cette enceinte, et traitée dans des écrits que le peuple canadien connaît si bien, qu'il serait oiseux de ma part d'essayer de démontrer que de 1868 à 1888 on a fait des progrès immenses dans l'établissement d'industries et de centres industriels dans le pays. Le trafic du pays ne s'est-il pas considérablement développé? Notre commerce d'exportation, sous le seul rapport de la valeur, a augmenté de 60 pour 100 depuis 1868 jusqu'à 1888, et notre commerce total de 50 pour 100; et si l'on tenait compte de la différence en valeur on verrait, je crois, que la valeur du commerce est accrue de plus du double de sa valeur pendant ces vingt années. Aujourd'hui, dans sa vingt et unième année d'existence, la Confédération à un commerce étranger représentant \$41.40 *per capita*, en sus de son commerce intérieur, tandis que le commerce étranger des Etats-Unis n'est que de \$23 *per capita*.

J'appellerai maintenant l'attention de la chambre sur quelques chiffres qui montreront, par l'argument le plus fort possible l'immense développement, des industries canadiennes.

J'ai ici un tableau de la moyenne et de la proportion des matières premières importées au Canada pour la consommation indigène. Les articles de ce tableau indiquent l'immense développement du mouvement des industries, et partant

du mouvement commercial du pays. Pour que ce tableau fût le plus juste possible, au lieu de faire une comparaison entre deux années seulement, l'une au commencement et l'autre à la fin de cette période, j'ai pris deux années au commencement, et deux à la fin, et ai comparé la moyenne des deux années réunies dans chaque cas. Je vais passer ces chiffres au sténographe, pour qu'ils soient insérés dans le compte-rendu :

MOYENNE et proportion des matières premières importées au Canada pour la consommation indigène.

		Laine.	Coton.	Sucre.	Peanx, carnes et pelletteries.	Gutta percha.	Bois de construction et de charpente.	Graisse pour savons.	Feuilles à plaquer.	Bouts de câble et étoupe.	Bois et accrécodé lége.	Millet à balais.
		lbs.	lbs.	lbs.	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Moyenne.....	1869-70.....	3,210,785	1,418,671	29,018,875	1,038,861	119,336	227,071	55,374	9,741	61,017	5,521	112,001
do	1887-88.....	7,008,012	33,388,766	188,693,004	1,805,293	515,168	830,858	104,724	63,025	51,096	52,324	129,500
do	1869-88.....	5,230,039	17,397,732	101,025,300	1,263,310	339,745	516,213	93,612	34,576	64,341	30,265	100,934
Augmentat'n	1887-88 sur m. de 1869-70.	118 p.c....	2,253 p.c....	550 p.c....	74 p.c....	331 p.c.	266 p.c.	95 p.c.	537 p.c.	— 11 p.c.	818 p.c.	16 p.c.
do	1887-88 do 1869-88.	34 p.c....	92 p.c....	81 p.c....	43 p.c....	52 p.c.	61 p.c.	16 p.c.	79 p.c.	17 d.1 p.c.	73 p.c....	28 p.c....

		Fibres.	Chaux.	Rotin et roseaux.	Chanvre d'Indostan.	Chiffons de coton et de laine.	Soies.	Cheveux.	Peaux et fourrures.		Chanvre à toile et à fil.
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$		
Moyenn.	1869-70.....	47,227		9,192		31,195	24,054	12,315	143,485	Moyenne, 1880-81.....	7,020
do	1887-88.....	72,519		19,412		27,789	73,662	36,375	471,029	do 1887-88.....	161,874
do	1869-88.....	51,526		13,776		138,891	49,204	23,672	310,715	do 1880-88.....	93,761
Augm...	1887-88 sur m. de 1869-70.	53 p.c....		111 p.c....		771 p.c.	206 p.c.	195 p.c.	228 p.c.	Augmentation, 1887-88 sur moyenne de 1880-81.....	2,206 p.c.
do	1887-88 sur m. de 1869-88.	41 p.c....		31 p.c....		96 p.c.	49 p.c.	54 p.c.	52 p.c.	Augmentation, 1887-88 sur moyenne de 1880-88.....	73 p.c.
Moyenn.	1879-80.....	261,231		2,408						Moyenne, 1877-78.....	24,369
do	1887-88.....	740,342		27,665						do 1887-88.....	153,272
do	1879-88.....	622,052		17,991						do 1877-88.....	91,272
Augm...	1887-88 sur m. de 1879-80.	183 p.c....		1,049 p.c.						Augmentation, 1887-88 sur m. de 1877-78	537 p.c....
do	1887-88 sur m. de 1879-88.	19 p.c....		54 p.c.						Augmentation, 1887-88 sur m. de 1877-88	70 p.c....
										Soie grège.	Enveloppes de saucisses
										24,369	3,140
										153,272	25,375
										91,272	15,653
										537 p.c....	708 p.c.
										70 p.c....	36 p.c.

Ce tableau indique, M. l'Orateur, les progrès immenses que nous avons faits dans l'importation des matières premières qui sont employées dans les industries canadiennes, et travaillées par la main-d'œuvre du pays. Il démontre, en premier lieu, le développement du mouvement industriel du

pays, et, en deuxième lieu, ce qui en est le corollaire, une augmentation du commerce intérieur du pays. On constate le même développement dans les exportations du Canada :

ETAT des importations du Canada de 1868 à 1888.

	Pêcheries.	Mines.	Forêts.	Produits agricoles.	Animaux et leurs produits.	Bestiaux.	Pommes.	Fromage.	Articles fabriqués.
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Exportations en 1868.....	3,357,510	1,446,857	18,262,170	12,871,055	6,893,167	(1874) 751,269	80,135	617,354	1,572,546
Exportations en 1888.....	7,793,183	4,110,937	21,302,814	15,436,360	24,719,297	5,012,713 (1874 à 1888)	857,995	8,928,242	4,161,282
Total de 1868 à 1888.....	127,212,229	72,560,927	463,190,606	363,521,686	349,619,410	49,364,094	6,708,251	89,880,952	64,901,498
Moyenne.....	6,057,725	3,455,252	22,009,076	17,310,556	16,643,543	3,290,939	322,297	4,280,000	3,090,547
Proportion d'augmentation en 1888, sur moyenne.....	28-64	18-97	3-21	10-82	48-48	52 p.c.	166 p.c.	109	34 p.c.
Proportion d'augmentation, 1888, sur 1868.....	132-11	184-12	16-65	19-89	258-60	(sur 1874) 567 p.c.	971 p.c.	1,345	164 p.c.